

PEAAD BULLETIN



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu

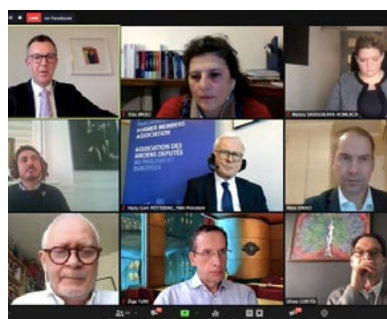
CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LA COVID-19



Actualité

“Un nouveau chapitre des relations transatlantiques”
par Josep Borrell Fontelles

Page 05



Activités de l'AAD

Ensemble pour
l'avenir de l'Europe

Page 30

DANS CE NUMÉRO

03 Mot du Président

04 PE au travail

ACTUALITÉ

05 Un nouveau chapitre des relations transatlantiques
(Josep Borrell Fontelles)

06 Résultat des élections américaines
(Zita Gurmai)

07 L'union fait la force
(Brian Crowley)

08 Comment le Brexit est devenu réalité
(Edward McMillan-Scott)

09 L'IA pourrait réaliser nos rêves les plus fous
(Zofija Mazej Kukovič)

10 Europe 2020, le nouvel élan
(Michel-Ange Scarbonchi)

FOCUS

12 Plan de relance pour l'Europe
(Elisa Ferreira)

14 Conséquences de la COVID-19 et effets du plan de relance sur l'économie
(Ivailo Kalvin)

16 Aperçu des traitements des cas graves de COVID-19
(Prof. Flavia Franconi)

18 Éléments d'analyse des effets psychologiques de la pandémie de COVID-19
(Nadja Hirsch)

20 Nutrition et COVID-19
(Dr Carlos Enrique Rodríguez Jiménez)

22 Vue d'ensemble de la pandémie
(Prof. Isabella De Martini)

24 Quarantaine sur l'île de Syros
(Anna Karamanou)

ACTIVITÉS DE L'AAD

26 Ensemble pour l'avenir de l'Europe

31 Réseau des anciens députés

32 Programme PE au Campus

35 Critique du livre

DÉPÊCHES

37 Activités

39 In memoriam



La Journée pour un internet plus sûr (9 février 2021) était un appel à l'action pour contribuer à un internet plus sûr et meilleur, en particulier pour les plus jeunes utilisateurs, afin qu'ils soient prêts à manipuler les technologies numériques.

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Brigitte LANGENHAGEN
Jean-Pierre AUDY
Monica BALDI
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Lisseth BRAVO
Valeh NASIRI
Valerie RASKIN

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



Mot du Président

Chers Membres,

Nous sommes très heureux et honorés de célébrer cette année le vingtième anniversaire de notre association, créée, voilà de nombreuses années, par Lord Henry Plumb, ancien président du Parlement européen et président honoraire de l'AAD. C'est lui qui a jeté les fondations d'une organisation désormais florissante, dont les quelque 800 membres ont choisi de poursuivre leur engagement en faveur des valeurs européennes de la démocratie et de l'unité après leur mandat de député.

Au cours de ces vingt dernières années, nous avons servi ces valeurs en encourageant le dialogue politique, le renforcement de la démocratie et la citoyenneté active par l'éducation. Les résultats enregistrés ces dernières années, nous les devons à l'engagement et au dévouement de chacun d'entre vous au sein de notre association. Après cette année bouleversée par la pandémie de COVID-19, il faut savoir rester optimiste. Je souhaiterais donc que nous prenions le temps de contempler notre immense travail collectif durant ces années et de

célébrer les succès de l'AAD. À cette fin, un numéro spécial du Bulletin de l'AAD, dans lequel nous reviendrons sur les réalisations de l'association et nous envisagerons l'avenir, paraîtra en juin. D'ici là, j'ai l'honneur de vous présenter le logo de notre vingtième anniversaire, qui nous accompagnera durant toute cette année. Nous comptons sur vous pour participer de manière active à nos divers événements.

À la fin de l'année dernière, nous avons lancé une initiative pour alimenter le débat sur les défis à relever par l'Union européenne, un groupe de réflexion composé d'anciens députés au Parlement européen aussi renommés qu'expérimentés avec le concours du professeur Steven Van Hecke (KU Leuven - Université catholique néerlandophone de Louvain). Une série d'événements intitulée «Ensemble pour l'avenir de l'Europe», organisés conjointement par les fondations politiques européennes et l'Institut universitaire européen (IUE), viendront nourrir notre réflexion. Lancées l'an passé, ces manifestations se poursuivront en 2021. Dans ce numéro, vous pourrez lire quatre articles rédigés par les experts ayant participé à l'événement de décembre 2020 consacré à l'information des citoyens

sur les avancées du virage numérique. Pour ceux d'entre vous qui n'auraient pas pu participer à cette table ronde, il est possible de visionner la vidéo [sur le site de l'AAD](#).

Le vingtième anniversaire de notre association ne doit cependant pas nous faire oublier la pandémie de COVID-19, qui dicte toujours notre quotidien. Ce numéro du Bulletin de l'AAD est entièrement consacré aux épreuves que nous avons traversées l'an dernier et à ce qu'il faut savoir sur la COVID-19. Des spécialistes y décrivent les répercussions psychologiques et économiques et les conséquences, d'ordre plus général, de la pandémie sur notre vie et sur le fonctionnement des institutions européennes. Bien que nous ayons tous éprouvé un sentiment d'impuissance, cela ne nous a pas empêchés de continuer de revendiquer et défendre nos valeurs. L'organisation par visioconférence de notre programme «PE au campus» nous a permis de dialoguer avec des universités d'autres continents. Dans ce bulletin, quatre anciens députés au Parlement livrent leur expérience en ce qui concerne ces échanges virtuels avec des étudiants. Ce projet montre notamment que, nous aussi, en tant qu'anciens députés européens, nous sommes capables d'innovation et de créativité et nous sommes déterminés à surmonter cette période difficile dans les meilleures conditions possible.

Nous sommes fiers des progrès accomplis et me réjouis de vous retrouver bientôt afin de célébrer les vingt ans de notre association.

Hans-Gert Pöttering

Président de l'AAD



PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLÉS

Les députés européens ont ouvert la voie à un programme européen efficace en matière de santé. (Session de novembre - P9_TA(2020)0304). Pour combler les lacunes exposées par COVID-19 et faire en sorte que les systèmes de santé puissent faire face aux futures menaces pour la santé publique, un ambitieux programme de santé de l'UE est nécessaire.

Des mesures pour améliorer la démocratie dans l'UE à l'approche des élections de 2024. (Session de novembre - P9_TA(2020)0327)

Le PE a adopté une résolution pour renforcer la démocratie et permettre la pleine participation à l'espace politique européen, en se basant sur les enseignements des élections européennes de 2019.

Le PE a approuvé la "conditionnalité de l'État de droit" pour l'accès aux fonds de l'UE. (Session de décembre - P9_TA(2020)0356)

En vertu du nouveau règlement, les paiements du budget de l'UE peuvent être refusés aux pays dans lesquels des violations avérées de l'État de droit compromettent la gestion des fonds de l'UE.

"Minority SafePack": Le Parlement soutient les propositions en faveur de la diversité dans l'UE (Session de décembre - P9_TA(2020)0370)

Les députés européens ont demandé à la Commission de donner suite aux propositions d'initiative citoyenne européenne qui visent à renforcer la diversité culturelle et linguistique dans l'UE.

Lignes directrices pour l'utilisation militaire et non militaire de l'intelligence artificielle (Session de janvier - P9_TA-PROV(2021)0009)

Les MdPE ont demandé un cadre juridique européen sur l'IA avec des définitions et des principes éthiques, y compris son utilisation militaire.

Les députés européens: Le salaire minimum est un remède contre l'inégalité et la pauvreté des travailleurs (Session de février - P9_TA-PROV(2021)0044)

Pour lutter contre les inégalités et la pauvreté au travail, les MdPE ont appelé à un salaire minimum, à des conditions de travail égales pour les travailleurs de la plateforme et à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Novembre 2020

- Le Parlement met en garde contre le **"risque d'abus de pouvoir"** dans le cadre des mesures nationales de lutte contre la pandémie de COVID-19. (13.11.20)
- Le Parlement veut **stimuler la durabilité en encourageant la réutilisation** et les réparations et en s'attaquant aux pratiques qui raccourcissent la durée de vie des produits. (25.11.20)
- Le Parlement souligne les "tentatives des gouvernements de certains États membres de faire taire les médias critiques et indépendants et de porter atteinte à la liberté et au pluralisme des médias". (25.11.20)
- Le Parlement a adopté son rapport 2018-2019 sur la situation des

droits fondamentaux dans l'UE, identifiant de multiples domaines de préoccupation. (26.11.20)

- Les MdPE ont condamné le **recul des droits sexuels et reproductifs des femmes en Pologne** et ont souligné l'obligation légale de l'UE de les faire respecter et de les protéger. (26.11.20)

Décembre 2020

- Le Parlement a approuvé l'accord avec les États membres sur la **nouvelle directive sur l'eau potable** qui donnera un meilleur accès à une eau du robinet de haute qualité. (15.12.20)
- Les MdPE ont approuvé des dispositions visant à assurer une transition en douceur entre l'actuelle **politique agricole de l'UE** et

la future, ainsi qu'une aide de 8 milliards d'euros en faveur des producteurs de denrées alimentaires et des zones rurales. (16.12.20)

Janvier 2021

- **Politique étrangère et de sécurité** : Les députés européens ont appelé à l'unité et à l'autonomie stratégique. La pandémie COVID-19 est un signal d'alarme pour l'Europe. (20.01.21)
- Les MdPE ont demandé à la Commission de proposer une loi qui permette à ceux qui travaillent par voie numérique de **se déconnecter en dehors de leurs heures de travail**. (21.01.21)

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site : www.europarl.europa.eu/news/fr

ACTUALITÉ

UN NOUVEAU CHAPITRE DANS LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

L'investiture de Joe Biden ouvre un nouveau chapitre porteur d'espoir dans les relations entre l'UE et les États-Unis. Comme le président américain, nous pensons qu'il y a beaucoup à reconstruire, tant dans nos pays que dans le reste du monde. L'UE souhaite relancer son partenariat avec les États-Unis, ce qui est vital face aux bouleversements mondiaux actuels.

Comme je l'ai souligné dans mon discours au PE après l'élection de Biden, cette victoire est une occasion à ne pas rater. Le président Biden a affiché son intention de coopérer avec l'UE, dans le cadre d'une volonté de renouer avec le multilatéralisme et de rétablir la collaboration avec les alliés des États-Unis. Toutes les institutions européennes ont un rôle à jouer notamment le Parlement, à travers le Dialogue transatlantique des législateurs.

Après quatre années mouvementées, l'Europe souhaite que son partenaire le plus proche retrouve sa place dans le concert des nations. Lors de mon entretien avec le nouveau secrétaire d'État américain Tony Blinken, nous sommes entendus sur le fait que l'UE et les États-Unis devaient travailler étroitement pour faire face aux grands défis planétaires. Il a rejoint les ministres des affaires étrangères de l'UE le 22 février pour une discussion approfondie sur la manière dont nous faisons progresser notre partenariat et définissons des priorités d'action communes.

L'UE est prête. J'ai présenté avec la Commission un «programme UE-États-Unis pour un changement planétaire», comportant quatre volets: la gouvernance écologique, la riposte à la COVID-19 et la santé mondiale, le commerce et les technologies, et l'action mondiale et la sécurité.

Ce partenariat transatlantique donnera la priorité à la lutte contre la pandémie,

au déploiement des campagnes vaccinales et à des mesures massives pour une relance économique verte. Le monde a besoin que les Américains et les Européens jouent un rôle moteur. Je me réjouis donc que le président Biden ait déjà pris un décret annulant le choix de son prédécesseur de quitter l'OMS. Je salue également sa décision, capitale, de réintégrer l'accord de Paris sur le climat. La coopération face à l'urgence climatique figure en tête de nos priorités. Avec Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission, et les ministres des affaires étrangères des États membres, nous nous sommes entretenus avec le nouvel envoyé spécial américain pour le climat, John Kerry. Nous avons discuté de la manière de coopérer pour la lutte contre le changement climatique.

Nous avons proposé un programme environnemental transatlantique, afin d'unir nos forces en faveur d'objectifs climatiques plus ambitieux, à commencer par un engagement commun à atteindre zéro émission nette à l'horizon 2050. À cette fin, nous devons conclure une nouvelle alliance pour des technologies vertes, abandonner progressivement les combustibles fossiles, réduire les transferts d'émissions de carbone, mettre en place un cadre réglementaire mondial pour la finance durable et aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique. Il n'y a pas un instant à perdre.

Par ailleurs, les États-Unis jouent un rôle essentiel dans le maintien de la paix et de la sécurité, y compris sur notre continent et à nos frontières, que ce soit dans les Balkans occidentaux, en Méditerranée orientale, en Ukraine ou au-delà. Parmi nos priorités majeures figurent l'accord sur le nucléaire iranien et la mise en place d'un cadre propice à un dialogue permettant d'aborder de

nombreuses les questions concernant la Chine.

Les dirigeants américains ont souvent demandé aux Européens de mieux assurer leur propre sécurité et d'assumer un véritable rôle de garant dans ce domaine. Il est important de souligner les efforts que nous déployons pour renforcer les programmes de défense, d'accroître nos capacités et de soutenir les opérations de l'Union en la matière. Je citerai ici la coopération structurée permanente (CSP), le Fonds européen de la défense (FED) et la mobilité militaire. De fait, une Europe forte et puissante ne représente aucunement une menace pour l'alliance transatlantique; elle en est au contraire une condition indispensable.

Enfin, la technologie est au cœur de notre programme de politique étrangère. Nous souhaitons coopérer pour définir et faire respecter des règles en matière de responsabilité des plateformes en ligne et des grandes entreprises technologiques, garantir une imposition juste et lutter contre les distorsions de marché, et élaborer une doctrine commune pour faire face aux ruptures technologiques.

Nous avons une longue liste de questions à aborder. Parfois, nous ne pourrions pas surmonter certains désaccords, c'est dans l'ordre des choses. Mais avec l'administration Biden, nous assistons à un changement de ton et à une nouvelle attitude de notre partenaire. En effet, comme le dit l'expression française: «c'est le ton qui fait la musique». Il ne nous reste plus qu'à nous mettre au travail!

Josep Borrell Fontelles

Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/
Vice-président de la Commission européenne

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Une lueur d'espoir, mais il reste encore un long chemin à parcourir.

Au moment où je rédige cette note, les États-Unis s'apprêtent à investir Joe Biden et Kamala Harris dans leurs nouvelles fonctions. Malgré les controverses de ces élections américaines 2020, nous voyons la fin d'un sombre tunnel de quatre années de chaos. Pour l'Europe, la défaite de Donald Trump est – espérons-le – le signe d'un changement dans la stratégie internationale des EU, faisant d'eux un meilleur allié dans la lutte contre la COVID-19, le changement climatique, les inégalités et la corruption, des problèmes qui appellent une action commune à l'échelle mondiale. Toutefois, comme l'a encore montré l'attaque contre le Capitole en janvier, il n'est pas encore temps pour nous, progressistes, de baisser la garde face aux mouvements d'extrême-droite. Ces dernières années, nous avons en effet assisté aux EU à un retour de flamme du camp conservateur visant les femmes, les personnes LGBTQI et les minorités. Limitation de l'accès à l'avortement et menace contre l'arrêt *Roe v. Wade*, suppression des mesures protégeant les personnes transgenres, violences et discriminations envers les personnes de couleur: avec Donald Trump à sa tête, la droite américaine a rendu très difficile la vie de tous ceux qui ne font pas partie d'une élite blanche, masculine et hétérosexuelle. De telles tendances autoritaires s'observent également en Europe, où certains dirigeants masculins prêts à tout pour rester au pouvoir portent atteinte aux droits fondamentaux. Mais les progressistes ont su se faire

entendre. Rendue possible par le [vote des femmes](#), la victoire de Joe Biden et Kamala Harris fait suite à une montée de l'indignation au cours des années, des marches de protestation de femmes contre la misogynie de Donald Trump aux manifestations de Black Lives Matter. Pour les féministes et les militants LGBTQI, Joe Biden et Kamala Harris ont un bilan encourageant en matière d'égalité, d'accès aux soins de santé, de mariage homosexuel, de médecine reproductive, d'égalité hommes-femmes et de droits des minorités. [Le programme de Joe Biden pour l'égalité hommes-femmes](#) est axé sur la sécurité économique, l'assurance maladie, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la lutte contre les violences envers les femmes ainsi que sur la défense et l'autonomisation des femmes à l'échelle mondiale. Kamala Harris, l'une des critiques les plus virulentes de Donald Trump, a fait de l'amélioration de la couverture santé et de la défense des droits en matière sexuelle et reproductive une priorité. Ces mesures sont absolument indispensables, les femmes américaines ayant été durant la pandémie les premières victimes du chômage, et les plus nombreuses parmi les soignants bénévoles et les travailleurs de première ligne. Avec une courte majorité démocrate au Sénat, il est permis d'espérer voir certaines promesses de campagne de Joe Biden et Kamala Harris se réaliser. En outre, la diversité du gouvernement Biden sera des plus remarquables dans l'histoire américaine, et Kamala Harris sera la première femme vice-présidente de couleur, ce qui constitue une victoire de la démocratie représentative.

Cependant, la route vers des États-Unis plus égalitaires est encore jalonnée d'obstacles. À la Cour suprême, Donald Trump a remplacé l'icône féministe Ruth Bader Ginsburg par la juge conservatrice Amy Coney Barrett avant les élections. Il a également réussi à nommer plus de 200 juges conservateurs dans l'ensemble du système judiciaire fédéral. En outre, comme l'a montré l'assaut du Capitole par des partisans de la droite alternative, l'intolérance et la haine sont toujours omniprésentes dans certains discours politiques aux EU. Les blessures profondes infligées par la présidence Trump ne guériront pas du jour au lendemain. L'Europe a confiance en Joe Biden et Kamala Harris pour remettre les États-Unis sur la voie du leadership démocratique et du partenariat transatlantique. Les progressistes comptent sur eux pour commencer à combler les inégalités hommes-femmes, raciales et économiques. Si l'Europe doit apporter son soutien à la nouvelle administration, elle devra également scruter son action. C'est en tout cas ce que compte faire le mouvement des femmes. Malgré l'élan d'enthousiasme que suscite ce nouveau mandat présidentiel, le combat ne sera pas gagné tant que perdureront haine, patriarcat et racisme en Amérique, en Europe ou dans le reste du monde.

Zita Gurmai
S&D, Hongrie (2003-2014)
gurmaizita@gmail.com

L'UNION FAIT LA FORCE

**«Ní neart go cur le chéile»
«L'union fait la force»**

À l'annonce, la veille de Noël, d'un accord commercial de dernière minute, un soupir de soulagement a parcouru l'Europe et le Royaume-Uni: une rupture brutale, sans accord, venait d'être évitée. Il s'agit certes d'un cadeau de Noël un peu tardif, mais il faut garder à l'esprit que cet accord, s'il ne fait pas de vainqueur, reste préférable à une absence d'accord. Nous nous trouvons dans une situation regrettable, où «tout le monde est perdant», pour reprendre l'expression de Michel Barnier. Oui, Michel Barnier, le ciment de l'Union. Nous devrions le féliciter (ainsi que son équipe) pour le sang-froid et l'habileté avec lesquels il a négocié cet accord commercial. Sans ses connaissances approfondies et sa patience, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Il a apporté la preuve que l'union fait bel et bien la force - "Ní neart go cur le chéile".

En tant qu'Irlandais et ardent défenseur, pendant des années, du programme PEACE au sein du Parlement européen, je peux affirmer que cet «accord de retrait» était crucial, tant pour le maintien de la paix que pour le développement économique et social de l'Irlande,

du Nord comme du Sud. Il incarnait également l'espoir de ne jamais revivre les jours sombres du passé. Car ce sont les individus, et non les frontières, qui apportent la paix. Le nouveau statut accordé à l'Irlande du Nord pourrait, dans un avenir proche, ouvrir la voie à une Irlande réunifiée et aux éventuels avantages qui en découleraient.

Je soutiens de tout cœur la décision du gouvernement irlandais de permettre aux étudiants d'Irlande du Nord de rester bénéficiaires du programme Erasmus, un excellent programme, qui a beaucoup apporté à de nombreux étudiants dans l'ensemble de l'Union. À mon humble avis, le gouvernement britannique va regretter son retrait de ce programme, car cette décision s'est probablement fondée sur des faits erronés, et non sur les avantages réels de ces échanges universitaires. Malheureusement, ce sont une fois de plus les communautés littorales de l'Union, vivant de la pêche, qui ont été sacrifiées sur l'autel de ce nouvel accord commercial. Le Royaume-Uni a tellement besoin de vendre ses poissons à l'Union européenne que nous n'avons malheureusement pas pu obtenir ce pourcentage de quotas supplémentaire qui nous aurait permis d'offrir à ces communautés

un avenir plus serein. Il faut donc désormais que l'Union élabore un train de mesures afin d'encourager l'innovation et d'accroître la valeur des futures captures.

Le choc du référendum sur le Brexit, il y a quatre ans et demi, a été et reste un signal d'alarme pour l'Union européenne. Nous devons aller à la rencontre des citoyens des régions et des villes d'Europe, et mieux communiquer avec eux. Nous devons tenir davantage compte de leurs besoins et y répondre plus rapidement. Une Union fondée sur des institutions qui privilégient chacune leurs propres intérêts (ce que je qualifierais de «nombrilisme»), au lieu de travailler main dans la main, n'a pas fonctionné jusqu'à présent et ne fonctionnera pas davantage à l'avenir.

Les négociations sur le retrait du Royaume-Uni ont clairement démontré la perte considérable que constitue, pour l'Union, le départ d'un partenaire apprécié et, plus encore, la perte tragique, pour le Royaume-Uni, des avantages de son adhésion. J'espère que les jeunes générations de Britanniques et d'Européens, sur lesquelles nous fondons de grands espoirs, proposeront une nouvelle vision, plus large et plus profonde, de notre avenir en commun, une vision semblable à celle embrassée par Robert Schuman et Jean Monnet au tout début du Rêve européen.

Brian Crowley

Irlande, UEN, EDA, UFE, ALDE, ECR (1994-2019)

brian.crowley@hotmail.com



Session plénière du PE - Accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne © Union européenne 2020 - Source : PE

COMMENT LE BREXIT EST DEVENU RÉALITÉ

Le Brexit a eu lieu à cause d'une impasse parlementaire, de mauvaises décisions des partis britanniques pro-européens et de l'absence de représentation proportionnelle pour les législatives. Fin 2019, un choix restait à faire entre des élections législatives et un second référendum sur l'Union européenne, le fameux «vote du peuple» pour lequel j'ai milité pendant deux ans.

Alors que nous avions presque obtenu la majorité parlementaire pour organiser un second référendum, les libéraux démocrates, internationalistes, et le Parti national écossais (SNP), nationaliste mais pro-européen, ont accepté la tenue d'élections législatives. Les premiers s'étaient vu promettre par les sondages près de 200 sièges en plus des 11 qu'ils détenaient déjà; quant au second, il espérait aussi grappiller des sièges (il en a effectivement gagné 13 et compte désormais 48 députés).

C'est ainsi que le Parti conservateur de Boris Johnson a obtenu une majorité de 80 sièges à la Chambre des communes (qui en compte 650) pour «en finir avec le Brexit». Il a été favorisé par le système électoral du Royaume-Uni, qui, avec son scrutin majoritaire uninominal à un tour par circonscription, est bien peu représentatif. En effet, il a bénéficié de la fleur que lui a fait l'ancien eurodéputé Nigel Farage en s'abstenant de présenter de candidats du Brexit Party dans 317 circonscriptions. Sans cela, c'en était fait de la majorité de Johnson. Près de 52% des électeurs ont voté pour des partis en faveur d'un second référendum, contre 47% pour des partis pro-Brexit.

Un mois avant le référendum de juin 2016, ce même Nigel Farage avait affirmé qu'un résultat à 52-48 «ne serait pas décisif»... ce qui ne l'a pas empêché d'accepter le résultat de ces législatives.

Or, lors des enquêtes d'opinion hebdomadaires sur le Brexit organisées depuis le référendum par l'institut de sondage YouGov, à la question «Avec le recul, pensez-vous que le Royaume-Uni a eu raison de quitter l'Union européenne, oui ou non?», le «non» dépassait régulièrement le «oui» d'au moins 10%.

Fort de ce constat, un forum pro-européen composé de plus de 100 universitaires, journalistes, parlementaires et organisations militantes, dont je coordonne l'action depuis 2017, a décidé, début 2018, de créer un pôle médiatique afin de militer pour un second référendum. Alastair Campbell, ancien conseiller médias de Tony Blair lorsque ce dernier était Premier ministre, en est devenu le rédacteur en chef honoraire. C'est lui qui a par la suite affirmé que le premier million de livres sterling (soit environ 1,1 million d'euros) que j'ai obtenu du patron de la marque de vêtements Superdry, Julian Dunkerton, avait donné le coup d'envoi de la campagne «People's Vote» pour un second référendum. Cette campagne a rassemblé plusieurs groupes pro-européens au sein d'un même QG, autour d'une équipe enthousiaste, en majorité des jeunes. Par contre, comme l'a si bien dit Alastair Campbell, «au début, les députés qui soutenaient ouvertement le «vote du peuple» se comptaient sur les doigts de la main».

La proposition du second référendum a été présentée pour la première fois à la Chambre des communes en mars 2019, ainsi qu'un amendement réclamant une prolongation du délai fixé par l'article 50, qui définit la procédure de sortie du Royaume-Uni de l'Union. Elle a été rejetée à 334 voix contre 85, le Parti travailliste s'étant abstenu (à l'exception de 43 de ses députés).

Néanmoins, en octobre 2019, après des rassemblements pro-référendum d'une ampleur exceptionnelle dans tout le pays (dont le dernier avait regroupé plus d'un million de personnes devant le Parlement à Londres pour une manifestation pacifique) et une campagne de lobbying savamment orchestrée pour faire évoluer la ligne travailliste, il ne manquait plus que 14 voix pour qu'un second référendum soit organisé.

Le week-end où les dix députés du Parti unioniste d'Ulster (UUP), farouchement opposés à l'accord sur le Brexit négocié par Boris Johnson prévoyant que l'Irlande du Nord reste dans le marché unique, et une poignée de conservateurs pro-européens se sont déclarés prêts à soutenir la tenue d'un second référendum pour sortir de l'impasse parlementaire, l'annonce de la décision d'organiser des élections législatives a mis un terme définitif à la campagne du «vote du peuple».

Edward McMillan-Scott
Membre du conseil
d'administration de l'AAD
Royaume-Uni, ECR, ALDE, PPE
(1984-2014)
edward@emcmillanscott.com

L'IA POURRAIT RÉALISER NOS RÊVES LES PLUS FOUS

Nous traversons une époque où, même le Parlement européen, le cœur de la démocratie, a dû fermer ses portes et laisser ses députés et son personnel travailler à distance. En tant qu'Européens, nous aimerions que les données numériques, dans lesquelles l'IA puise sa source, nous rendent service à tous, sur notre lieu de travail comme à la maison. Pendant la pandémie et le confinement, nos vies ont justement pu suivre leur cours grâce à des canaux de communication numérique. La COVID-19 a bouleversé nos habitudes et nos vies sociales.

L'Europe numérique est l'une des cinq priorités de l'Union pour les cinq prochaines années. Maintenant que la technologie numérique occupe une place centrale dans tous les aspects de la vie des citoyens, il faut que ces derniers puissent lui faire confiance. Nous devons changer nos mentalités au sein de cette réalité numérique et découvrir les effets positifs de l'IA sur notre vie quotidienne.

La Commission a publié un livre blanc intitulé [«Intelligence artificielle:](#)

[une approche européenne axée sur l'excellence et la confiance»](#) tandis que le Parlement a débattu des aspects éthiques de la réglementation relative à l'AI, et a voté 200 amendements à ce sujet. Il faut absolument garantir une mise en œuvre rigoureuse de règles éthiques dans le secteur de la santé. La réponse à la récente crise sanitaire a été, à bien des égards, dominée par les données et les informations utilisées par des algorithmes pour mieux comprendre le virus, et notamment la manière dont il se propage.

“Maintenant que la technologie numérique occupe une place centrale dans tous les aspects de la vie des citoyens, il faut que ces derniers puissent lui faire confiance.”

Le partage de données de santé entre pays sera essentiel pour continuer le combat contre la COVID-19. Grâce à ce partage, les scientifiques ont déjà pu échanger des séquences génétiques du virus pour suivre sa propagation, les médecins ont appris à détecter les symptômes de la maladie et les hôpitaux ont pu communiquer les meilleurs traitements disponibles à ce jour.

Les mesures de lutte contre le coronavirus ont accéléré la transition vers le télétravail et l'apprentissage à distance en utilisant l'IA. À l'avenir, la majorité des emplois demanderont au minimum un niveau moyen

en informatique, ce qui explique pourquoi le système éducatif doit être adapté à ces besoins. L'IA a toutefois quelques mauvais côtés. Les scientifiques ne cherchent pas à la développer pour que son utilisation soit détournée. Ils ne souhaitent pas créer de plateformes pour y diffuser de fausses informations qui propagent des idées fallacieuses, trompent les citoyens et mettent à mal nos démocraties. La protection des données est exposée au risque de cyberattaques et donc de détournement des données personnelles. En tant que citoyens et consommateurs, nous craignons de perdre le contrôle de nos données. C'est pourquoi ces sujets doivent être abordés, pour les maîtriser et pour instaurer un climat de confiance entre nous. Il est impossible de réguler tous les aspects de nos vies, mais il est possible de développer une société plus sensible et plus éthique.

Nous étions capables de prédire le futur, mais il est en fait très difficile de connaître les conséquences que l'IA aura sur nos vies. Cependant, en sensibilisant les citoyens et en développant leurs connaissances, l'intelligence artificielle pourrait réaliser nos rêves les plus fous.

Zofija Mazej Kukovič
Membre du conseil
d'administration de l'AAD
PPE-DE, Slovénie (2011-2014)
zofija.mazejkukovic@gmail.com



Margrethe Vestager, Vice-présidente exécutive de la Commission européenne pour une Europe préparée à l'ère numérique lors d'une réunion du Comité spécial sur l'intelligence artificielle à l'ère numérique (AIDA) © Union européenne 2020 - Source : PE

EUROPE 2020, LE NOUVEL ÉLAN

Quelle était la situation de l'Union européenne depuis son élargissement en 2004? Un marché économique sans puissance politique; un modèle original, déconstruit avec constance, par la dérégulation imposée par une Commission européenne sous influence anglosaxonne; des désaccords permanents entre pays membres...

Une Europe des politiques migratoires contradictoires et nationalisées; une Europe qui conjugait déficits, chômage, déséquilibres sociaux et retard à l'innovation;

Une Europe de la Défense «sans défense», sans visage, sans identité;

Une Europe qui ne s'était pas «européanisée» mais, hélas, de plus en plus «américanisée».

“En quelques mois, les avancées européennes ont été significatives. A tel point que l'on pourrait parler de «révolution européenne» !”

Et voilà que l'année 2020 nous a permis de constater que l'Union européenne a changé. En mieux ! Certes un certain nombre d'événements, ces quatre dernières années, se sont enchaînés pour conduire à ce nouvel élan européen: la présidence de Donald Trump avec le repli politique et militaire, mondial et européen, des Etats-Unis, qu'elle a provoquée, la montée en puissance de la Chine et de la Russie, le Brexit, la menace terroriste, la pandémie Covid19 sans oublier l'expansionnisme de Recep Erdogan. Face à tous ses maux, l'UE aurait pu continuer à gérer son affaiblissement

et son effacement progressif de la scène mondiale.

Mais une volonté politique s'est enfin exprimée et s'est mise en action sous la conduite des «2M», Merkel et Macron, pour refuser l'affaiblissement et pour engager le redressement européen.

N'est-il pas vrai aussi que l'UE n'a avancée, dans son histoire, que par les crises et que si ces dernières la rendent parfois vulnérables, elles l'ont toujours faites grandir.

En quelques mois, les avancées européennes ont été significatives. À tel point que l'on pourrait parler de «révolution européenne» !

La crise sanitaire qui a frappée tous les pays de l'Union comme le reste du monde a amplifiée le sentiment de citoyenneté européenne, activée les mécanismes de solidarité entre ses membres au point de faire voler en éclat, la doxa budgétaire qui régissait la gouvernance de l'UE.

Laquelle a mis en place un Plan de relance économique, financier et social de 750 milliards d'euros pour soutenir les Etats membres face à la pandémie et ses conséquences; le Plan le plus important depuis le Plan Marshall en 1945.

Alors que la santé ne relève pas de sa compétence, l'Union a décidé la mise en place d'une Agence Sanitaire dédiée et l'achat de millions de doses des vaccins Pfizer et Moderna afin de lancer, le même jour, le 27 décembre, dans tous les pays, la vaccination des citoyens européens.

Dans le conflit opposant la Turquie à la Grèce, L'UE a affiché sa solidarité et a, enfin, pris en compte la réalité «de la menace Erdogan» en Méditerranée.

La négociation du Brexit, close la

veille de Noël, si elle fut longue et difficile, a permis de vérifier la détermination et l'unité des pays membres.

Au Sahel, dans la lutte contre le terrorisme islamiste, la mise en place et la montée en puissance de la «task force Takuba», composée de forces spéciales des pays membres, n'est-il pas, déjà, l'embryon d'une future armée européenne....

Face à tous ces défis, l'Europe a été ainsi à la hauteur des crises mortifères successives qui menaçaient de l'emporter.

Pour imposer sa loi, elle vient enfin de se saisir du scandaleux dossier des GAFAM, en proposant, le 15 décembre dernier, deux projets de règlement pour domestiquer les géants du numérique, créant ainsi une «Constitution numérique européenne».

Certes, le plus difficile est à venir avec, dès 2021, les conséquences économiques, sociales et financières du Covid19 pour les peuples de l'Union.

Mais, les mois que nous venons de vivre, dans l'adversité, ont été marqués par de telles décisions de l'UE que nous ne pouvons qu'être fortifier dans la croyance en notre destin européen.

Michel-Ange Scarbonchi
France, ERA, PSE, GUE/NGL (1997-1999 & 2001-2004)
mscmonde@gmail.com

FOCUS

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LA COVID-19



FOCUS

PLAN DE RELANCE POUR L'EUROPE

État des lieux

La pandémie de COVID-19 a bouleversé les perspectives économiques de l'Union européenne et de l'ensemble de la planète pour les années à venir. Investissements et réformes sont plus que jamais nécessaires pour assurer la convergence et permettre une reprise économique durable. La mise en œuvre de réformes aussi bien que l'investissement dans les priorités communes de l'Union, en particulier la résilience écologique, numérique, sociale et géographique, encourageront la création d'emplois et favoriseront une croissance durable et, dans le même temps, la modernisation de nos économies. Ces réformes et cet investissement assureront à l'Union une relance équilibrée, tournée vers l'avenir et durable. La crise et les différentes réponses nationales risquent d'accroître les disparités régionales. Par conséquent, les plans de relance nationaux doivent associer les acteurs régionaux et locaux et tenir compte de la dimension territoriale.

La politique de cohésion à l'œuvre

Au printemps 2020, les initiatives d'investissement en réaction au coronavirus (CRII et CRII+) ont permis d'adopter rapidement des mesures d'urgence pour réagir à la crise. La souplesse extraordinaire introduite par ces initiatives dans la politique de cohésion a permis de réorienter les fonds structurels vers les besoins les plus urgents de chaque État membre: soins de santé, travailleurs et petites entreprises.

À ce jour, quelque 20 milliards d'euros de fonds de cohésion ont été réaffectés pour faire face à la crise. Les restrictions sanitaires ayant gravement affecté l'activité économique, la majeure partie des aides (plus de 11 milliards d'euros) a été consacrée aux PME: ces aides leur ont évité de faire faillite et leur ont permis de payer leurs factures, alors que les recettes ont diminué et même bien souvent disparu. Avec près de 3 milliards d'euros d'aides aux entreprises, l'Italie en est la première bénéficiaire, suivie par la Grèce, avec 1,3 milliard d'euros. Les aides au secteur de la santé ont atteint environ 7 milliards d'euros, dont plus de 3,2 milliards d'euros

consacrés à l'achat de respirateurs, de masques et de tests, ainsi qu'à des aides directes aux personnes, notamment aux travailleurs et aux groupes vulnérables. De nouvelles mesures continuent d'être adoptées puisque les difficultés liées à la pandémie persistent¹.

Dotée d'un budget de 47,5 milliards d'euros, l'initiative REACT-EU vient compléter ces premières mesures d'urgence et prendre le relai des aides apportées dans le cadre de la politique de cohésion, en renforçant considérablement les fonds de cohésion de la période 2014-2020. Elle est financée par «Next Generation EU», nouvel instrument européen de relance doté de 750 milliards d'euros, qui permet à l'Union de lever des fonds supplémentaires sur les marchés financiers afin de garantir la reprise de l'économie dès les premières années qui suivront la pandémie. REACT-EU poursuivra la mise en œuvre des mesures éprouvées dans le cadre des initiatives CRII, et assurera la transition entre les mesures de réparation des conséquences de la crise avec les investissements de cohésion à long terme de façon à renforcer la résilience des systèmes de soins de santé, préserver et créer des emplois, en particulier pour les jeunes, aider les plus démunis et offrir aux PME



Elisa Ferreira lors de la session plénière du PE sur les ressources supplémentaires dans le contexte de la pandémie COVID-19 : REACT-EU ©Union européenne 2020 - Source : PE

1. Des mises à jour et des informations détaillées par État membre et par type d'aide sont disponibles sur la plateforme de données ouvertes des Fonds ESI dans un tableau de bord consacré au CRII: <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/CORONAVIRUS-DASHBOARD-COHESION-POLICY-RESPONSE/4e2z-pw8r/>

des aides en matière de fonds de roulement et d'investissement.

“La Commission peut, au moyen d'un instrument d'appui technique (TSI) spécifique, aider les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des réformes en faveur de la croissance, notamment en mettant en place les capacités administratives nécessaires à cet effet.”

REACT-EU renforcera les fondements mêmes des transitions d'avenir numérique et écologique et d'un développement socio-économique durable, étayés par le nouveau budget à long terme de l'Union de plus de 1 000 milliards d'euros, qui comprend un vaste investissement de cohésion de 350 milliards d'euros. Au cours des sept prochaines années, les fonds de développement régional aideront les régions à atteindre les objectifs écologiques et numériques fixés par les priorités européennes en matière de neutralité climatique et de compétitivité. Le Fonds pour une transition juste, qui s'adresse spécifiquement aux régions dépendantes des combustibles fossiles, permettra quant à lui de ne délaissier aucun territoire.

Des réformes au cœur de la reprise

Soulignant leur parfaite complémentarité avec les actions décrites ci-dessus, la Commission européenne met en avant le rôle des réformes pour la relance européenne

par le biais de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), clé de voûte de «Next Generation EU».

La FRR octroie un soutien financier de grande ampleur aux investissements et aux réformes, notamment en soutenant la transition écologique et numérique de façon à rendre les économies des États membres plus résilientes et mieux armées pour l'avenir. Ce soutien sera apporté sous forme de subventions et de prêts pouvant atteindre 672,5 milliards d'euros. Les États membres mettent actuellement au point leurs plans nationaux pour la reprise et la résilience (PRR) en vue de bénéficier de subventions et de prêts au titre de la FFR. Ces PPR doivent intégrer une politique volontariste de réforme et d'investissement, et en présenter les principales mesures destinées à améliorer la situation des États membres dans les domaines suivants :

- la transition écologique
- la transformation numérique
- la croissance intelligente, durable et inclusive, y compris la cohésion économique, l'emploi, la productivité, la compétitivité, la recherche, le développement et l'innovation, ainsi que le bon fonctionnement du marché unique avec des PME solides
- la cohésion sociale et territoriale
- la santé, et la résilience économique, sociale et institutionnelle, notamment pour augmenter la capacité de réaction et la préparation aux crises
- les politiques pour la prochaine génération, les enfants et les jeunes, notamment l'éducation et les compétences.

Il est essentiel de veiller à cet égard à ce que les États membres disposent des moyens d'action institutionnels et administratifs nécessaires pour planifier et mettre en œuvre de

telles réformes et investissements, essentiels pour renforcer la résilience et soutenir la reprise aux niveaux national, régional et local.

La Commission peut, au moyen d'un instrument d'appui technique (TSI) spécifique, aider les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des réformes en faveur de la croissance, notamment en mettant en place les capacités administratives nécessaires à cet effet. Elle peut également aider les États membres dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRR.

La voie à suivre

Alors que la protection vaccinale des Européens est amenée à progresser dans les mois à venir on commence à entrevoir la lumière au bout du tunnel. Les États membres continueront à tirer pleinement parti des initiatives CRII, de REACT-UE, de la facilité pour la reprise et la résilience et de l'instrument d'appui technique: ils pourront ainsi sortir renforcés de la pandémie de COVID-19 et s'atteler résolument à la lutte contre le changement climatique.

Demain, en nous remémorant comment l'Union a surmonté la pandémie de COVID 19, nous nous souviendrons d'une période de solidarité, de réformes et de cohésion, qui a donné lieu à une action concertée de tous les États membres en faveur d'une Europe plus prospère, plus numérisée et plus verte.

Elisa Ferreira

Commissaire européenne chargée de la cohésion et des réformes

CONSÉQUENCES DE LA COVID-19 ET EFFETS DU

La pandémie de COVID-19 a engendré une crise économique d'un genre nouveau, d'une ampleur que les économistes estiment inédite en Europe depuis l'après-guerre.

“Forts de ces mois d'expérience, nous pouvons maintenant affirmer que face à l'imminence d'une crise économique et sociale, l'Union a su réagir rapidement, par des mesures à la fois massives et ciblées.”

Tout d'abord, la crise était inattendue, dans la mesure où nul n'avait envisagé qu'une pandémie puisse être une menace immédiate. Ensuite, la crise a frappé tous les États membres au même moment. Elle a de ce fait engendré un choc symétrique pour l'économie de l'Union. Toutefois, ses conséquences

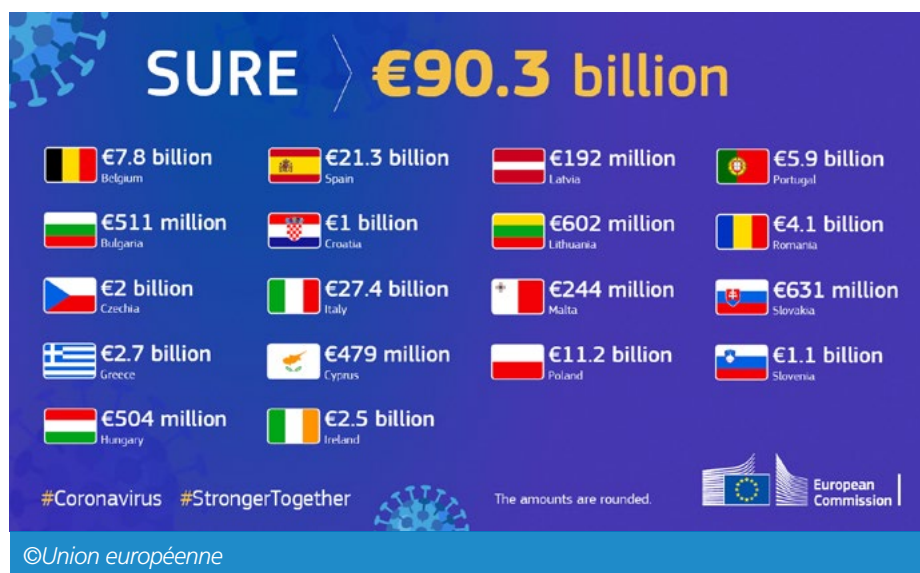


Fermeture des magasins à Bruxelles pendant la deuxième période de verrouillage imposée par les autorités pour arrêter la propagation du virus COVID-19. © Union européenne 2020

économiques ont été différentes selon les pays. En outre, si la pandémie a paralysé des secteurs entiers tels que les transports, le tourisme et les loisirs, elle en a stimulé d'autres, notamment les services numériques et la livraison à domicile. De plus, l'incertitude quant au volet médical de la pandémie s'est transformée en incertitude quant à la durée et à l'impact de la crise économique. Enfin, la pandémie de COVID-19 constitue un puissant facteur de changement et la reprise

ne devrait pas être envisagée comme le retour à la situation d'avant la crise. Le recours accru aux outils numériques va bouleverser – pour le meilleur – la nature du travail, nos existences, les services publics de l'éducation, de la santé, les administrations, etc. Cela signifie que notre objectif de sortie de crise ne devrait pas être le retour au «monde d'avant», et que nous devons au contraire nous tourner vers l'avenir en préparant la société à une nouvelle évolution.

De par leur caractère inédit, les causes de la crise appelaient des solutions innovantes. Il s'agissait de prendre sur le champ des mesures efficaces, qui soient communes à l'ensemble de l'Union et résolument tournées vers l'avenir. Si nous ignorons encore quel tour va prendre la pandémie et quelles seront ses conséquences ultimes, nous en savons bien plus qu'en mars-avril 2020, quand les dirigeants et les institutions de l'Union avaient dû prendre les premières décisions. Forts de ces mois d'expérience, nous pouvons maintenant affirmer que face à l'imminence d'une crise



PLAN DE RELANCE SUR L'ÉCONOMIE

économique et sociale, l'Union a su réagir rapidement, par des mesures à la fois massives et ciblées.

Dès le début de la pandémie de COVID-19, il est apparu clairement que les gouvernements devaient mettre en œuvre d'énormes ressources financières pour maintenir les chaînes de production et d'approvisionnement essentielles et pour prévenir une brusque augmentation du chômage et de la pauvreté. Devant l'urgence de la situation, la réponse devait venir de l'Europe. Une autre option aurait consisté à recourir à des recettes connues : à concentrer les efforts au niveau national, ce qui aurait conduit les économies nationales à leur perte, entraînant chômage de masse et pauvreté galopante. La zone euro aurait imploré et l'existence même de l'Union aurait été remise en question. Face à ces dangers, la stratégie adoptée au niveau de l'Union a clairement apporté une valeur ajoutée par rapport à d'éventuelles approches nationales.

“La politique cohérente de la BCE et la création de nouveaux instruments tels que l'instrument SURE ont permis aux États membres de limiter les risques liés à l'augmentation des écarts entre les taux d'intérêt.”

Face à la perspective d'une crise économique imminente, l'Union a réagi dès le mois de mars, en



Conférence de presse de David Sassoli, Président du PE - Budget à long terme de l'UE - CFP
© Union européenne 2020 - Source : PE

levant presque toutes les restrictions imposées aux aides et aux dépenses publiques et en mobilisant tous les fonds non dépensés du cadre financier pluriannuel arrivant à échéance fin 2020. L'aide publique versée dans les deux premiers mois de la crise s'est ainsi élevée à 2 000 milliards d'euros. L'assouplissement des politiques budgétaires était le moyen le plus rapide d'aider les États membres à mobiliser d'énormes ressources financières pour amortir les premiers effets immédiats de la crise. Ces fonds ont été principalement consacrés à sauver des emplois et à maintenir un niveau minimum de revenus. La politique cohérente de la BCE et la création de nouveaux instruments tels que l'instrument SURE ont permis aux États membres de limiter les risques liés à l'augmentation des écarts entre les taux d'intérêt.

Fin 2020, l'Union est parvenue à un accord sur le prochain CFP, associé à un plan de relance massif, ce qui représente un montant cumulé de 1 840 milliards d'euros. Cette décision est remarquable à triple titre. Premièrement, l'Union met

à disposition des États membres un montant sans précédent. Deuxièmement, une part importante de ces fonds provient de la dette émise par la Commission, ce qui garantit les meilleures conditions de marché. Troisièmement, les États membres ont accepté que le remboursement de la dette soit financé par l'instauration de nouvelles ressources propres. Ces décisions auront des effets à long terme sur l'intégration européenne. En conclusion, il convient également de noter que le financement sans précédent de l'Union sera assorti de conditions. Les États membres ne devront pas se contenter de rétablir et de consolider leurs économies, ils devront changer de paradigme et parvenir aux objectifs ambitieux du pacte vert et de la transformation numérique. Il convient enfin de reconnaître la réussite de l'Union : face à une crise sans précédent, elle a su venir en aide aux Européens.

Ivailo Kalfin
S&D, Bulgarie (2009-2014)
ikalfin@gmail.com

APERÇU DES TRAITEMENTS DES CAS GRAVES

La pandémie de COVID-19 actuelle, causée par le coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère 2 (SARS-CoV-2), suscite de graves préoccupations pour la santé publique mondiale. Cette urgence économique et sociétale en Europe et dans le monde a entraîné l'effondrement des systèmes de santé et des bouleversements géopolitiques et économiques à long terme et obligé des milliards de personnes à observer un confinement strict. Tant que les campagnes de vaccination n'ont pas abouti, la distanciation sociale constitue la seule solution réellement efficace pour enrayer la propagation du virus.

La grande majorité des personnes atteintes de COVID-19 guérissent chez elles en observant le repos, en s'hydratant suffisamment et en prenant des médicaments comme l'acétaminophène (paracétamol) pour réduire douleurs et fièvre. Dans certains pays, l'usage du bamlanivimab et d'une association de casirivimab et d'imdevimab a fait l'objet d'une autorisation d'utilisation d'urgence pour les patients n'ayant pas été hospitalisés mais qui



Prof. Flavia Franconi et Monica Baldi, membre du conseil d'administration de l'AAD

présentent un risque de développer une forme grave de COVID-19.

Ces médicaments peuvent réduire le risque d'hospitalisation et de visite aux urgences en ciblant la spicule du virus afin de réduire sa capacité à attaquer et à pénétrer les cellules humaines.

Parmi les symptômes rencontrés chez les cas graves de COVID-19, on observe une inflammation anormale de l'organisme, également appelée hyper-inflammation, orage cytokinique, ou encore syndrome de libération de cytokines (SLC).

De fait, l'un des enjeux médicaux les plus urgents est de limiter les altérations engendrées par le SLC sans réduire l'efficacité de la thérapie. En particulier, la compréhension des réponses immunitaires antivirales (qui impliquent des médiateurs inflammatoires responsables du SLC) est cruciale pour éradiquer le SARS-CoV-2. Par conséquent, sans prise en compte du degré d'avancement et du contexte de la maladie, le traitement du SLC peut ne pas être efficace chez certaines catégories de patients. On constate en particulier que chez les hommes âgés, la COVID-19 prend des formes plus graves et engendre une mortalité plus élevée que chez les femmes. Les maladies inflammatoires et infectieuses ont une incidence considérable sur la pharmacocinétique des médicaments, dont elles perturbent les phases d'absorption, de distribution, du métabolisme et d'excrétion. Par exemple, l'hypoalbuminémie peut engendrer une hausse de la concentration des substances libres dans le sérum



*Coronavirus - Vaccinations des professionnels de santé © Union européenne 2021
- Source : PE*

DE COVID-19

par rapport à la dose journalière et entraîner un surdosage. Par ailleurs, l'inflammation peut également réduire l'activité de nombreuses enzymes qui métabolisent le médicament. Si, chez l'animal, les effets de l'inflammation dépendent du sexe et du type d'enzyme, on ignore encore si le sexe joue un rôle dans ce processus chez l'homme. Malheureusement, malgré tous nos efforts, nous ne disposons d'aucun médicament pour combattre cette pandémie. Il a donc fallu recourir à une démarche de recherche pharmacologique différente: des substances connues ont été réutilisées ou repositionnées afin de réduire les délais de recherche et les coûts, notamment en ce qui concerne les essais de pharmacocinétique et les études évaluant les profils d'innocuité.

Nous cherchons donc à savoir:

1. si la pharmacocinétique observée chez les individus en bonne santé ou chez les patients ne présentant pas de forte réaction inflammatoire est transposable aux patients atteints de COVID-19;
2. si la réutilisation de molécules n'aurait pas pour effet de perpétuer, dans le domaine de la médecine, les inégalités entre les sexes. Même si les choses évoluent lentement, les essais cliniques comportent toujours de forts biais d'observation en faveur des hommes. J'entends par là qu'il existe toujours de grandes lacunes de connaissance au sujet des femmes, alors que c'est rarement le cas pour les hommes (cela concerne par exemple les traitements contre les maladies auto-immunes). En particulier, l'inflammation est plus grave chez les hommes que chez

les femmes et, comme mentionné plus haut, la gravité et la létalité de la COVID-19 sont plus importantes chez les hommes âgés que chez les femmes âgées.

On peut dès lors envisager que cela puisse engendrer un dimorphisme sexuel dans la pharmacocinétique des traitements contre la COVID-19. En passant en revue les essais cliniques pour la COVID-19, il apparaît que le sexe n'est guère pris en compte, malgré: 1) le fait que la gravité de la maladie et son taux de mortalité sont plus élevés chez les hommes âgés que chez les femmes âgées; 2) des différences sexuelles avérées dans la réponse immunitaire; 3) des différences entre les sexes dans les paramètres pharmacocinétiques. En outre, les femmes enceintes ou allaitantes n'ont pas participé aux essais de vaccins. Cependant, les vaccins contre la COVID-19 à ARN messager (ARNm) peuvent être administrés en toute sécurité aux femmes enceintes et allaitantes, selon les avis des Centers for Disease Control and Prevention, de l'American College of Obstetricians and Gynecologists et de la Society for Maternal-Fetal Medicine. À mon sens, la crise de la COVID-19 peut également ouvrir de nouvelles perspectives si l'on choisit d'adopter une approche sexuée dans la recherche et la pratique clinique, afin d'offrir à tous de meilleurs soins.

SAVIEZ-VOUS QUE... ?

Avant d'être approuvés, tous les vaccins dans l'UE sont évalués selon les mêmes normes élevées que tout autre médicament. Ce qui est différent pour les vaccins COVID-19, c'est que la vitesse de développement et d'approbation potentielle est beaucoup plus rapide [en raison de l'urgence de santé publique](#).

L'EMA a mis en place un groupe d'experts spécialisé et des procédures d'examen rapide pour évaluer les demandes de haute qualité des entreprises dans les délais les plus courts possibles, tout en garantissant des avis scientifiques solides.

La Commission européenne utilise toutes les flexibilités existantes pour accélérer l'approbation de tout vaccin potentiel destiné à être utilisé dans l'UE, mais cela n'est possible que si l'EMA reçoit des preuves scientifiques solides établissant que les avantages d'un vaccin sont supérieurs aux risques éventuels.

Vous trouverez de plus amples informations sur la page de [l'Agence européenne du médicament](#).

Prof. Flavia Franconi

Directrice du laboratoire national de médecine et de pharmacologie de genre de l'INBB
franconi.flavia@gmail.com

ÉLÉMENTS D'ANALYSE DES EFFETS PSYCHOLOGIQUES

Le nouveau coronavirus a bouleversé la vie de tous les Européens d'une manière aussi brutale et soudaine qu'imprévue. Les trois caractéristiques de cette crise, à savoir son caractère imprévisible, son caractère inévitable et ses conséquences négatives, engendrent un profond sentiment de perte de contrôle. Les images dramatiques de nos hôpitaux resteront gravées dans la mémoire européenne commune. La pandémie a aussi gravement affecté la vie d'une grande partie de la population et peut dès lors être considérée comme un traumatisme collectif.

Depuis février 2020, les besoins humains élémentaires que sont notre autonomie, notre rôle dans la société et notre accomplissement personnel ne sont plus satisfaits, ce qui pèse lourdement sur le psychique de nombre d'entre nous.

“La société fait ainsi face à la montée d’un égocentrisme impitoyable, certains s’imaginant que tous leurs besoins devraient être satisfaits sur-le-champ, sans même envisager les conséquences que cela pourrait avoir pour les autres.”

Les indispensables restrictions des contacts sociaux mettent à mal les liens fondamentaux qui nous unissent à nos familles, amis et collègues de travail. C'est plus particulièrement le cas des personnes



vivant seules ou souffrant de troubles psychiques préexistants ou d'une addiction. Le risque de récurrence est particulièrement élevé chez ceux qui ont déjà vécu un sevrage. Pour beaucoup, le tissu social, qui joue un rôle stabilisateur, s'est déchiré au cours des derniers mois. On observe d'ores et déjà une hausse des demandes de placement en établissement psychiatrique. Et les personnes ayant des antécédents psychiatriques font souvent une récurrence. De manière générale, on peut s'attendre à une recrudescence des troubles psychiques au cours des 12 à 24 prochains mois. Les mesures de distanciation et autres gestes barrière, mais aussi les angoisses existentielles omniprésentes, peuvent en effet entraîner une multiplication des cas de phobie sociale, de lavage compulsif des mains, de dépression et de troubles anxieux généralisés. Or, ces troubles psychiques se traitent généralement assez bien. D'où l'intérêt d'un recours précoce à une aide thérapeutique, afin d'éviter qu'ils ne deviennent chroniques et n'entraînent une incapacité de travail à long terme. Les autorités nationales de santé doivent donc veiller à ce

que le placement en établissement psychiatrique soit toujours possible dans les meilleurs délais. Il convient également d'accorder sans plus attendre au personnel hospitalier les moyens de prendre en charge rapidement les événements traumatiques et les éventuels troubles anxieux préexistants.

Un autre besoin élémentaire, notre autonomie, souffre des restrictions liées à la pandémie de Covid 19. En effet, nous avons tous perdu ces derniers mois la liberté d'organiser notre quotidien, alors que ces dernières décennies, nous avons eu le loisir et la chance, en Europe, de le faire en bénéficiant d'une liberté et d'une autonomie de plus en plus larges. Cette évolution s'est aussi malheureusement accompagnée d'aspects négatifs: la société fait ainsi face à la montée d'un égocentrisme impitoyable, certains s'imaginant que tous leurs besoins devraient être satisfaits sur-le-champ, sans même envisager les conséquences que cela pourrait avoir pour les autres. Afin de faire évoluer les mentalités, il nous faudra mener un débat de société sur l'équilibre entre liberté et responsabilité. La discussion s'est

DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

déjà engagée au sujet de la lutte contre le changement climatique, et la pandémie de COVID-19 a polarisé davantage encore la société. Or, le débat sur ces valeurs va encore s'accroître dans les années à venir. Si le confinement est vécu très différemment selon les individus, en fonction de facteurs comme la taille du logement, la résilience de chacun, le statut professionnel, etc., la cohésion sociale a été mise à mal et nous avons pris conscience de la vulnérabilité de notre société. La menace existentielle qui pèse sur l'individu s'est muée en un traumatisme collectif. Chaque jour ou presque nous réserve des nouveautés et des restrictions supplémentaires. Notre monde est chamboulé et aucune solution simple ne s'offre à nous. Nombreux sont ceux qui perdent pied, et qui plus encore perdent confiance en eux. Les crises jouent du reste un rôle de catalyseur: elles révèlent et accélèrent des phénomènes latents dans nos sociétés.

Dans les prochains mois, l'incertitude que suscite le nombre croissant de personnes qui ont perdu – ou vont perdre – leur emploi ou leur entreprise va encore progresser. Certains auront également des difficultés à renouer avec le monde de l'école ou de l'université. Nous devons mettre à disposition les ressources suffisantes pour prévenir ces conséquences à long terme et offrir de nouveaux horizons. Cela vaut pour la société aussi bien que pour les individus. Les crises portent bel et bien un coup à l'estime de soi. Ceux qui avaient déjà moins confiance en eux ont tendance à souffrir d'une perte de repères

plus marquée et d'une plus grande angoisse et cherchent, plus encore, à imposer leurs vues. Parallèlement, les contacts sociaux, qui atténuent généralement peurs et frustrations, font désormais défaut, ce qui accroît les risques de frictions dans la vie quotidienne et de conflits avec les inconnus. D'autres encore se rallient aux théories du complot pour retrouver un sentiment de sécurité et de contrôle.

Pour que les mesures drastiques de restrictions et de confinement continuent d'être respectées et acceptées, les responsables politiques doivent communiquer de manière claire et transparente. Ce n'est

qu'en expliquant la pertinence de ces mesures qu'ils pourront faire en sorte que la population continue d'y adhérer, en dépit des contraintes psychiques.

Même si les vaccins permettront dans une certaine mesure un retour à la normale, il ne fait aucun doute que les conséquences de la pandémie se feront encore sentir au cours des dix prochaines années.

Nadja Hirsch

Psychologue et ancienne députée
ALDE, Allemagne (2009-2014 &
2017-2019)
privat@nadja-hirsch.de



NUTRITION ET COVID-19

Pour faire court, la COVID-19 (causée par le virus SARS-CoV-2) est là pour rester. Elle s'inscrit désormais dans nos vies tout autant que le changement climatique. Absolument personne n'est à l'abri. Notre système immunitaire doit se donner à fond! Le surpoids ou l'obésité fait de nous une proie facile pour le virus, mais une mauvaise nutrition suffit tout aussi bien à affaiblir nos défenses immunitaires.

Pour aider notre système immunitaire à nous protéger des maladies infectieuses, il est important de comprendre l'influence que peut avoir sur lui notre alimentation. Voyons un peu ce que nous pouvons faire, notre vie durant, pour le maintenir au maximum de ses capacités.

Mais qu'est-ce que le système immunitaire a à voir avec la nutrition? Beaucoup de choses! Plus de 75% des défenses immunitaires sont produites dans l'intestin, où le microbiote intestinal et ses 2 milliards de «travailleurs» (micro-organismes) transforment



©Union européenne 2021 - Source : PE

les aliments en molécules utiles pour nourrir les cellules du système immunitaire. Celui-ci compte trois outils fondamentaux: les immunoglobulines, les cytokines et les anticorps, chargés d'empêcher l'entrée des assaillants ou de les neutraliser, le coronavirus n'y faisant pas exception.

Une alimentation équilibrée et de bonne qualité est évidemment fondamentale, étant donné qu'elle

procure les matières premières nécessaires au développement d'un microbiote solide. À l'inverse, une alimentation d'origine douteuse, copieuse, insuffisante ou déséquilibrée altère la production de ces molécules, utiles à l'équipe de cellules immunitaires. À proscrire donc:

- le manque ou l'excès de protéines;
- l'excès de sucres raffinés et de graisses saturées;
- l'absence de graisses de qualité;
- l'abus d'alcool;
- le faible apport en eau et en légumes.

Quelles sont alors les proportions idéales de ces nutriments? Le mieux, c'est 40 à 50% de glucides, 20 à 30% de protéines et 30% de graisses d'origine marine ou végétale. Cerise sur le gâteau: renforcer son système immunitaire, ce n'est pas seulement être en mesure de résister aux agents pathogènes ou de les attaquer, c'est aussi ralentir le vieillissement.

Une bonne alimentation permet



Dr Carlos Enrique Rodríguez Jiménez et Enrique Barón Crespo, ancien président du PE et de l'AAD

à l'organisme de surmonter bien des obstacles. Ce n'est plus à prouver, et c'est ce qui vous permettra de mener la vie dure aux «microbes». Pensez aussi à compléter votre alimentation avec des immunostimulants pour mettre tous les atouts de votre côté. Un bon régime alimentaire, assorti de compléments, aide à lutter contre le COVID-19, ou du moins réduit le risque de se trouver dans les 20% qui contractent une forme grave de la maladie.

o Dans le garde-manger: poissons gras, crustacés et mollusques, œufs, yaourt, viande maigre et légumes; bouillon d'os fait maison; huile d'olive; légumineuses, riz, fruits secs; fruits frais, notamment agrumes et fruits des bois; de l'eau en abondance

o Multivitamines et minéraux comme le zinc, le fer, le cuivre, le sélénium, etc.

o Vitamine C: 1 à 2 grammes

o Vitamine B: 50 milligrammes

o Oméga 3: 2, 4, 6 grammes

o Vitamine E: 400 UI

o Probiotique immunocompétent

o Acides aminés concentrés, à jeun, une cuillère à dessert diluée dans de l'eau

o AMPK500: 1 à 2 comprimés

o De l'eau en abondance: encore mieux, avec du citron

o Rester actif: au moins 30 minutes de marche par jour

o 7 à 8 heures de sommeil par nuit

o Eviter de stresser pour un oui ou pour un non

Et le vin dans tout ça? De la mesure avant toute chose. Dans une situation où votre corps doit éliminer toute substance toxique ou indésirable, pas question de distraire votre foie de sa tâche en le noyant dans l'alcool. Alors pas plus de deux



Stratégie "de la ferme à la table" pour une alimentation durable ©Union européenne 2021 - Source : PE

verres de bon vin par jour (200 ml) et pas de spiritueux.

“Un bon régime alimentaire, assorti de compléments, aide à lutter contre le COVID-19, ou du moins réduit le risque de se trouver dans les 20% qui contractent une forme grave de la maladie.”

Les effets des remèdes et des vaccins sont transitoires; les efforts accomplis pour notre santé mentale et physique, eux, sont là pour rester. Notre organisme est ce que nous avons de plus précieux: soyons aux petits soins, dans le but de renforcer notre immunité, sans tomber dans l'exagération.

Saviez-vous que le stress diminue le nombre de globules blancs? Or, ceux-ci contribuent à lutter contre les infections: moins on en a, plus on risque de tomber malade. Heureusement, faire de l'exercice

entretient le système immunitaire:

- en diminuant la libération des hormones du stress;
- et en améliorant nos défenses immunitaires naturelles.

Pour conclure: c'est grâce à un mode de vie sain que j'ai réussi à surmonter la forme grave de COVID-19 que j'ai contractée. Les trois piliers de ce mode de vie?

- Vivacité d'esprit et logique
- Activité physique adaptée
- Dans l'assiette, des produits du potager, de la mer et de la ferme

EN CAS DE DOUTE, CONSULTEZ UN MÉDECIN!

Dr Carlos Enrique Rodríguez Jiménez
Médecin. Endocrinologie, métabolisme et nutrition.
Hôpital Beata María Ana. Madrid (Espagne)
presidenciaspe@yahoo.es

VUE D'ENSEMBLE DE LA PANDÉMIE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement décrété l'existence d'une pandémie liée au SARS-CoV-2. Le monde entier vacille sous le choc. Quelle en est la cause?

“La pandémie de COVID-19 en est la preuve, puisqu'elle a entraîné une série d'événements qui ont transformé nos vies en un instant, mettant fin à nos habitudes et à nos projets.”

Nous, les citoyens du troisième millénaire, vivons dans une époque privilégiée par rapport à nos aïeux. L'évolution du génie et de la créativité de l'être humain, des sciences fondamentales à la médecine, nous a convaincus (ou plutôt fait croire) de tout savoir sur les phénomènes naturels mais aussi sur notre corps et



COVID-19 - Le personnel scientifique manipule les échantillons et utilise divers instruments médicaux. ©Courtesy of GSK - Union européenne 2020 - Source : PE

notre esprit. Certaines statistiques et facteurs de risques sont capables de prédire, selon qui les compile, tous les événements, des crises économiques au risque d'infarctus. L'imprévu semblait donc impossible. Pourtant, était-ce vraiment le cas? Bien sûr que non, et la pandémie de COVID-19 en est la preuve, puisqu'elle a entraîné une série d'événements qui ont transformé nos vies en un instant, mettant fin à nos

habitudes et à nos projets. Après des décennies consacrées à la lutte contre des armes toujours plus destructives, c'est un petit virus qui nous a mis à genoux, humiliés. Les systèmes sanitaires de tous les pays croulent sous la pression, surtout ceux des nations qui ont, ces dernières années, coupé leurs financements dans ce domaine. Dans certains pays, les médecins ont été contraints de faire des choix dramatiques à cause du manque de ressources, comme décider de qui avait le plus le droit de vivre, compromettant de ce fait toutes les règles de bioéthique. Nous avons péniblement appris combien les investissements dans la prévention étaient fondamentaux et devraient être renforcés. Et sur ce point, l'Union européenne a eu une influence considérable, étant donné que si la gestion des systèmes sanitaires est du ressort des États membres, il n'en est pas de même pour la prévention, qui est une compétence purement européenne. L'Union, à travers le programme Healthy Gateways, a



Commission ENVI - Echange de vues avec Emer Cooke, Directrice Exécutive de l'Agence européenne des médicaments ©Union européenne 2021 - Source : PE

été la première dans le monde à publier des lignes directrices pour que les croisières reprennent pendant la pandémie, contribuant à faire repartir un secteur moteur pour toute la filière touristique. L'Union a été le modèle de référence pour toute l'industrie maritime mondiale et pour les autorités maritimes nationales. À l'inverse, la réaction de l'OMS face aux événements s'est parfois fait attendre et l'institution a eu du mal à mobiliser une réponse forte de la part de son investisseur principal, les États-Unis. Nous espérons que le nouveau président Biden reviendra sur le gel des fonds annoncé par Trump.

“L’Union européenne a eu une influence considérable, étant donné que si la gestion des systèmes sanitaires est du ressort des États membres, il n’en est pas de même pour la prévention, qui est une compétence purement européenne.”

Si les institutions et les gouvernements ont cherché à affronter la pandémie en déployant des efforts considérables pour aider les citoyens à faire face à cette période dramatique, on ne peut pas en dire autant de certains médias. La diffusion d'informations contradictoires a en effet généré une confusion notable en ce qui concerne l'utilisation des masques, le bon traitement contre le virus ainsi que les essais et la composition des vaccins. Ainsi, nous avons assisté



©iStock

à l'apparition dans plusieurs pays d'une fronde d'«antivax» qui en vient presque à nier l'existence du virus et qui refuse désormais de se faire vacciner. Ce fait est de grande importance parce qu'il risque de ralentir la vaccination des 70% de personnes nécessaires à la protection du reste de la population. Il y a donc lieu d'envisager de rendre obligatoire la vaccination, comme c'était le cas par le passé avec la variole. Effectivement, comme nous avons pu le constater, le virus ne s'arrête pas aux frontières et dans beaucoup de pays européens le nombre de travailleurs transfrontaliers est significatif en termes de paramètres épidémiologiques. L'éventuelle délivrance d'un passeport sanitaire nécessaire à l'obtention du «feu vert» avant de voyager pourrait motiver les plus hésitants à se faire vacciner.

La science et les règles de prévention des gouvernements ne peuvent pas aller plus loin.

Mais qu'en est-il des répercussions non négligeables de la pandémie sur la santé mentale?

Si, comme nous l'avons vu, un tout petit virus peut bouleverser nos vies à tout moment, quelle est la meilleure manière de l'affronter sereinement?

En effet, si l'équilibre psychologique est plus compliqué à maintenir, c'est précisément à cause de l'écart, qui est aujourd'hui plus important que par le passé, entre la science et le hasard, entre la certitude d'avoir tout sous contrôle et la capacité d'accepter l'imprévu. Je voudrais rappeler, à ce propos, les paroles de Victor von Weizsäcker, père de la médecine psychosomatique: «Dans le monde entier, on enseigne dans chaque classe de physique que la mécanique définit le concept de force comme étant le produit de la masse par l'accélération. Il n'existe rien de similaire pour le concept de la vie.»

Cela permet de raviver l'un des débats les plus intéressants de l'époque moderne: comment faire coexister la science et l'instinct, l'intelligence et la sagesse, la médecine et la philosophie, ou en d'autres termes, l'esprit avec le cœur!

Prof. Isabella De Martini
Médecin et ancienne députée
ECR, Italie (2013-2014)
isabella.demartini@outlook.it

QUARANTAINE SUR L'ÎLE DE SYROS

Depuis 30 ans, je passe mes vacances d'été dans ma maison de campagne à Chroussa, sur l'île de Syros. Chaque été, sans exception! En juillet de l'année dernière, après la première vague de la pandémie, j'ai fait le voyage d'Athènes à Syros, bien décidée à rester jusqu'au «deuxième été» du mois d'octobre. Jamais je n'aurais imaginé que j'y passerais tout l'hiver! Chroussa est un village traditionnel d'une grande beauté, vert et tranquille, qui compte une centaine de résidents permanents sur les 20 000 habitants que compte Syros. Bâti sur des collines ensoleillées, entouré de jardins où poussent des arbres fruitiers, des oliviers, des plantes aromatiques et de nombreux conifères, Chroussa compte depuis longtemps, lorsque les plages étaient moins populaires, parmi les destinations préférées des habitants d'Ermoupoli, la capitale de l'île. Situé à 2 km de la plage de sable de Vari, il surplombe l'archipel et offre des vues imprenables sur Mykonos, Delos, Paros et Antiparos. Quand vient le soir, une atmosphère magique s'installe grâce à cette mosaïque créée par le ciel étoilé, les navires qui traversent la mer, les bateaux de pêche, les lampes

de pêche, les oiseaux de nuit et les lumières des îles voisines.

Chroussa est également un lieu privilégié pour se promener, faire son jogging et explorer les mystérieux sentiers, les ruisseaux et les rues pavées. Un paradis pour les oiseaux migrateurs! Ici, on peut se détendre, bercé par les sons de la nature. Pas de tavernes, de bars ou de supermarchés. Rien qui ne puisse perturber la tranquillité du paysage. Vous y trouverez de tout, des manifestations culturelles, des musées, un hôpital, des activités sportives et des services à Ermoupoli et dans la ville haute médiévale, à une distance de 8 km. Enfin, quand tout n'est pas fermé à cause du confinement!

Outre son climat méditerranéen favorable et sa tranquillité, Chroussa est réputé pour la longévité de ses habitants. Aucun cas de COVID-19 jusqu'à présent, comme si la mer Égée nous protégeait des affres de la pandémie. Vous comprenez bien que j'avais une bonne raison de rester lorsque la deuxième vague de la pandémie s'est déclarée à Athènes début octobre. Je n'ai pas eu de mal à m'adapter à ce nouveau contexte. Grâce à la technologie et aux communications fréquentes avec mes proches, je me sens très bien, en sécurité et en bonne santé! En outre, la compagnie de mon chat adoré ne permet pas à l'ennui ou à la solitude de prendre le dessus.

Mon logement dispose de toutes les commodités et, surtout, d'une très bonne bibliothèque, qui est constamment enrichie et mise à jour grâce aux nouvelles commandes en ligne livrées à ma porte. Je lis beaucoup, j'assiste à des conférences

en ligne, j'écoute de la musique et j'écris un livre sur les 200 ans du soulèvement grec contre l'Empire ottoman en 1821. J'écris sur la contribution des femmes à la lutte pour la libération et la construction d'un État grec moderne, une contribution passée sous silence jusqu'à présent.

Je m'occupe également quotidiennement en cuisinant et en faisant du pilates, un peu de jardinage et une heure de randonnée pour contrôler ma tension artérielle. Une fois par semaine, je me rends au supermarché. Je porte un masque et je respecte les distances physiques. À Noël, il y avait une personne de plus à table. Le soir du Nouvel An, j'ai été invitée à un dîner pour quatre. Je ne suis pas une adepte de la télévision, et je ne perds pas mon temps sur les réseaux sociaux. En revanche, j'ai enfin trouvé deux bons programmes télévisés à regarder en dehors des informations: le documentaire français «Des trains pas comme les autres», avec l'incroyable Philippe Gougler, et une série australienne, «A place to call home». Bref, je me sens privilégiée d'être à Syros! Je dois avouer que j'ai pu apprécier ma maison de campagne pour la première fois, sans me sentir coupable d'avoir dépensé tout mon argent pour la construire, compte tenu de la crise financière. J'envisage désormais de vivre ici de façon permanente! Que 2021 soit la meilleure année pour tous, sans quarantaine!

Anna Karamanou
PSE, Grèce (1997-2004)
annkaramanou@gmail.com



Île de Syros - Grèce ©AdobeStock

ACTIVITÉS DE L'AAD



European Parliament Former Members Association
Association des anciens députés au Parlement européen



ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE L'EUROPE

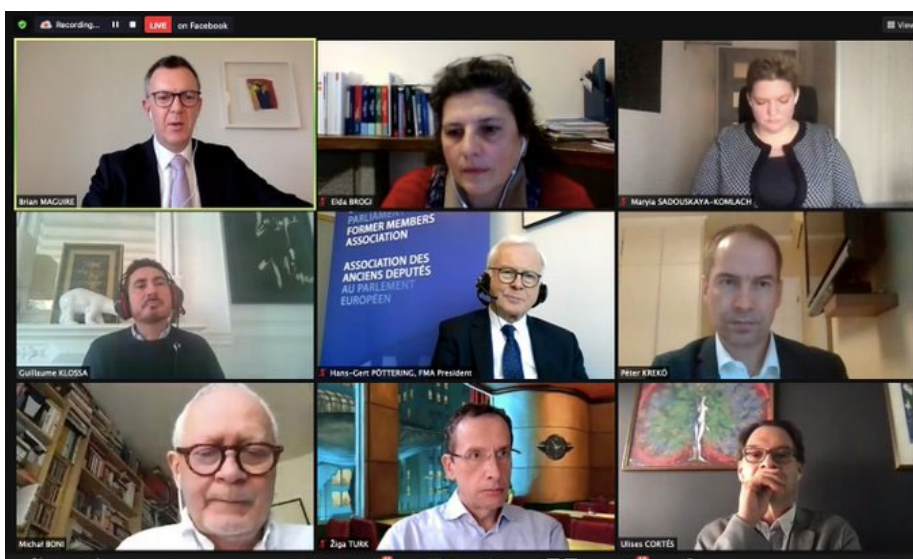
LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE À L'EUROPÉENNE ?

La révolution de l'intelligence artificielle (IA) offre des possibilités uniques pour améliorer la vie des citoyens, mais elle crée aussi de nouvelles menaces, parfois encore inconnues. La dernière décennie a été marquée par la progression fulgurante de l'IA et la multiplication de ses applications dans notre société. Comme toutes les technologies numériques, elle a bouleversé la façon dont nous organisons et menons notre vie. Nous avons vu, et nous continuons de voir, ses utilisations positives et négatives dans de multiples domaines. Néanmoins, et cela peut sembler paradoxal, plus les systèmes fondés sur l'IA s'améliorent, plus leur utilisation se simplifie, et moins ils sont visibles. Les citoyens deviennent des utilisateurs enthousiastes et compétents de l'IA, sans pour autant en maîtriser les rouages. Cette situation facilite la manipulation des

utilisateurs puisque ces derniers, satisfaits de cette technologie, ne songent pas aux possibilités offertes, à tout moment, par la collecte de leurs données personnelles et leur agrégation avec celles de nombreux autres utilisateurs. Or, la plupart des citoyens savent très bien que leurs données sont collectées, stockées et analysées. Les agences et les gouvernements n'ignorent pas ces abus non plus; pourtant, leurs réponses manquent de fermeté et de réactivité, lorsqu'elles ne sont pas totalement inexistantes. Deux éléments contribuent toutefois à remédier à cette situation: le règlement RGPD et les lignes directrices pour une IA digne de confiance et centrée sur l'humain, rédigées par le groupe d'experts de haut niveau de la Commission européenne sur l'IA. Parmi les nombreuses transformations de l'économie mondiale causées par les technologies fondées sur l'IA, la

plus frappante est sans aucun doute l'essor des plateformes internet. Déjà courantes avant la pandémie de COVID-19, elles sont devenues quasiment omniprésentes, puisque nombre de nos activités quotidiennes se déroulent désormais en ligne. Dans le cadre de cette évolution, l'IA prend une place de plus en plus importante dans notre vie: elle la dissèque, l'analyse et décide ce qu'il y a de «mieux» pour chacun d'entre nous en toute situation, même si nous n'avons pas demandé explicitement ces services. La manière dont certaines entreprises utilisent l'IA pour contrôler les flux de données, ainsi que la puissance économique de ces acteurs, constituent de nouvelles menaces pour la démocratie et son bon fonctionnement. Parallèlement, la réaction des citoyens face à cette domination est elle aussi inédite: parfois, ils ont eux-mêmes recours à ces infrastructures pour s'organiser et apporter des réponses collectives au problème, et ce, bien avant les gouvernements.

Compte tenu de la grande diversité des technologies regroupées sous le terme d'«intelligence artificielle» et de l'incertitude quant aux effets que ces technologies pourraient entraîner sur les droits fondamentaux, il peut se révéler nécessaire de revoir régulièrement la définition juridique des termes liés à l'IA. Les entreprises et les gouvernements doivent employer un langage simple, clair et précis qui permette aux utilisateurs de comprendre les conséquences réelles de l'utilisation d'un outil intelligent ainsi que la protection juridique garantie par l'État. Jusqu'à présent, les analyses d'impact préalables menées sur les systèmes



Le modérateur Brian Maguire avec le Président de l'AAD, Hans-Gert Pöttering et quelques intervenants de l'événement : Dr Elda Brogi, Maryia Sadouskaya-Komlach, Guillaume Klossa, Dr Peter Kreko, Michael Boni, Žiga Turk et Ulises Cortés

fondés sur l'IA se sont concentrées sur les problèmes techniques. Elles ont rarement porté sur les effets potentiels de ces systèmes sur les droits fondamentaux et l'environnement. Or, une surveillance humaine de l'utilisation des technologies fondées sur l'IA qui ont une incidence sur les êtres vivants ou l'environnement est indispensable. Contrairement à l'IA, nous avons, en tant qu'êtres humains, une responsabilité morale et juridique. C'est pourquoi j'invite instamment les décideurs politiques et la communauté scientifique à aborder ces enjeux éthiques avec autant de zèle qu'ils en déploient pour explorer les nouvelles applications, aussi formidables que fascinantes, des systèmes fondés sur l'IA. Une IA digne de confiance pourrait aider notre société à atteindre un bien-être numérique équitable grâce à l'amélioration des services dans des domaines essentiels tels que le savoir et la science, la santé et les soins, l'éducation et l'emploi, la gouvernance et le développement social, ou encore les médias et les divertissements. C'est précisément l'inhabileté numérique d'une partie des citoyens qui accroît la responsabilité éthique pesant sur ceux qui disposent des moyens techniques ou juridiques de réglementer l'IA. Ne rien faire pour remédier à la situation constitue, en soi, un acte profondément irresponsable puisqu'il laisse une



grande partie de la population sans défense face à d'éventuels abus. Dans ce contexte, il est indispensable d'offrir à tous les citoyens une éducation numérique et technique, afin d'atteindre la souveraineté technologique en Europe. Notre société doit apprendre à maîtriser l'IA, et nos responsables politiques et économiques doivent connaître parfaitement la force de changement que peut offrir le virage de l'IA. Une étape importante pour parvenir à cet objectif consiste à accélérer la transition numérique des écoles primaires et de leurs enseignants. Afin de préparer les citoyens à vivre dans ce nouvel environnement numérique, il faut, entre autres, leur faire acquérir les compétences essentielles pour comprendre et utiliser les technologies numériques. Ces compétences doivent constituer non seulement une «boîte à outils» de compétences et de capacités techniques, mais aussi d'un ensemble

de comportements, de connaissances spécialisées, techniques et sociales, d'habitudes et de modalités de travail, sans négliger l'esprit critique. Il est de notre devoir, et surtout de celui des gouvernements, de tout mettre en œuvre pour que la population accède à l'habileté numérique et se serve des technologies numériques de manière consciente et responsable. L'habileté numérique ne doit pas concerner uniquement les utilisateurs d'outils fondés sur l'IA: elle est essentielle afin de garantir, à l'ère du numérique, le respect des valeurs démocratiques fondamentales de l'Union européenne.

Ulises Cortés
Professeur d'intelligence artificielle à l'UPC. Responsable scientifique du groupe HP-AI à la BSC. Coordinateur de l'Ethics-WP



À L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ...

... répond l'innovation politique.

L'histoire des civilisations est celle d'une constante amélioration de la collaboration entre un nombre croissant de sujets pensants. La confiance est essentielle à la collaboration. Cette confiance est naturelle entre proches et connaissances, cercle somme toute assez restreint. Or, les projets complexes nécessitent que des inconnus travaillent ensemble et c'est ainsi qu'ont vu le jour des institutions rendant possible une telle coopération. Parmi elles, le marché, qui favorise la collaboration économique. Le marché politique – la démocratie – est une institution efficace pour la collaboration générale des individus sur des questions d'intérêt public. Les marchés politiques comme économiques sont construits autour de l'individu. Les systèmes plus collectivistes organisent eux aussi la mobilisation des cerveaux et des muscles de nombreuses personnes. La différence, c'est que dans les économies de marché et les démocraties, on invite les individus à penser par eux-mêmes au lieu de penser tous la même chose. L'invention théologique de l'individu, l'affaiblissement des institutions claniques ainsi que l'émergence d'institutions qui ont encouragé la

collaboration entre sujets pensants ont donné naissance à la révolution industrielle et scientifique en Occident. La société occidentale est optimisée pour l'innovation, mais beaucoup moins pour l'obéissance. Prenons l'exemple de l'endiguement de la pandémie en Orient et en Occident. L'Orient a pu la contenir parce que la population a obéi aux mesures, ce qui n'a pas été le cas en Occident. Ce dernier a par contre inventé plusieurs vaccins. La différence entre innovation et obéissance, c'est aussi la différence de prospérité entre l'Europe socialiste et l'Europe capitaliste après la Seconde Guerre mondiale. Dans l'Europe socialiste, seule une infime minorité avait le droit de penser. Les institutions humaines s'appuient sur la communication pour faire le lien entre les différents éléments. Ainsi, toute organisation collaborative a toujours dépendu des technologies de communication disponibles. Dans la Grèce antique la démocratie était réservée aux hommes qui pouvaient se rassembler sur une place et écouter l'orateur. La démocratie telle que nous la connaissons (état de droit, respect de la légalité, électorat informé...) repose, elle, sur l'imprimé. À l'ère du numérique, nous disposons désormais de nouvelles manières de communiquer. De nouveaux types de collaborations et d'institutions deviennent possibles. On aurait tort de penser que cela n'entraînera aucun changement politique. Il y a 500 ans, l'imprimerie a porté le coup de grâce au féodalisme. Même si le système féodal avait pour but lui aussi la collaboration pacifique, sur la base de la confiance entre les différentes

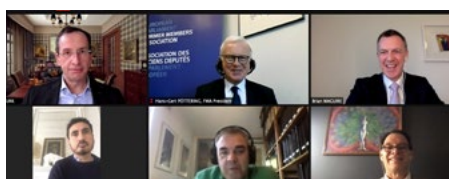
couches de la société, la démocratie s'est montrée plus efficace. Le numérique va rendre la démocratie obsolète, ou du moins la démocratie telle que conçue à l'ère du papier par les pères fondateurs et inscrite par eux dans les constitutions.

L'Europe ne doit pas se départir de sa longue tradition d'innovation et de développement des institutions démocratiques. La force de l'Europe par rapport à l'Orient, ça n'a pas été seulement la concurrence entre individus, mais aussi la concurrence entre entités politiques. Contrairement à l'Islam ou à la Chine, l'Europe a rarement été un bloc monolithique: elle se composait de plusieurs entités. L'Europe a puisé sa force dans la concurrence constante entre ses différentes entités, qu'il s'agisse des cités grecques, des villes italiennes de la Renaissance, des comptoirs commerciaux de la Hanse ou des puissances de l'Atlantique à la conquête du monde.

Comme dirait Sir Roger Scruton, *les Européens luttent constamment les uns contre les autres, tout en sachant pertinemment qu'ils avaient quelque chose en commun: leur héritage judéo-chrétien*. Ce mariage de l'unité et de la diversité est la clé de notre avenir: l'unité dans nos valeurs fondamentales et la diversité dans la liberté d'explorer, d'essayer plusieurs approches, d'apprendre des autres et d'aller de l'avant.

Žiga Turk

Professeur à l'Université de Ljubljana - Slovénie, et membre du Conseil académique du Centre Martens
ziga.turk@gmail.com



De gauche à droite : Žiga Turk, le président Hans-Gert Pöttering, Brian Maguire, Guillaume Klossa, Richard Wouters and Ulises Cortés

LES MÉDIAS, L'INFORMATION ET LA DÉMOCRATIE

Face à la complexité actuelle du monde des médias, née de l'avènement d'internet, il est devenu de plus en plus difficile de discerner les grandes tendances en jeu tant dans les médias européens qu'au niveau politique.

La «révolution numérique» a indéniablement engendré des progrès, en permettant de produire à moindre coût et de partager des informations à grande échelle, en offrant un nouvel éventail de choix aux consommateurs et en encourageant l'émergence de modèles économiques basés sur le nouvel écosystème numérique. Elle a également entraîné l'effacement progressif des frontières entre les médias traditionnels et les entreprises de communication, certains services qui, par le passé, n'étaient proposés que par des plateformes déterminées étant maintenant accessibles au moyen de technologies numériques très variées. Désormais, de nouveaux acteurs participent aux processus de production et de distribution de contenus de médias qui, jusqu'à récemment, étaient assurés uniquement ou principalement par des organes de médias traditionnels. Un certain nombre d'«intermédiaires» jouent un rôle déterminant quant à

l'influence des différents médias. Ces nouveaux acteurs offrent des services désormais essentiels pour accéder à l'information, ce qui fait parfois d'eux des intermédiaires obligés investis d'un rôle actif et décisif dans les phénomènes de communication de masse. Ces services se sont ajoutés aux organes de médias traditionnels et les ont parfois même supplantés, tant sur le plan de la consommation, en changeant la manière dont les individus accèdent à l'information, que sur celui de la production, en bouleversant le modèle économique des anciens médias, fondé sur la publicité, par leur capacité à collecter des données et à cibler individuellement les utilisateurs. Du fait de cette évolution, l'influence de ces nouveaux intermédiaires sur l'opinion publique s'est accrue.

Ce nouveau paradigme numérique a également eu des conséquences sur le pluralisme des médias. Les nouveaux médias se caractérisent par une segmentation des publics, la prolifération des services d'information personnalisés et une communication dictée par les algorithmes sur la base de profils d'utilisateurs. S'il est largement admis que le pluralisme des médias est indispensable aux processus démocratiques, quel type de communication peut-on considérer nécessaire au débat public, et quel devrait être le critère d'évaluation du degré de pluralisme des médias numériques dans ce nouvel environnement virtuel fragmenté? Toutes ces évolutions ont de l'importance du point de vue politique et une incidence sur la démocratie, sur l'équilibre des pouvoirs, sur l'intégrité des processus

démocratiques, et notamment des élections, éléments qui constituent, en définitive, l'essence même de la démocratie.

L'essor extraordinaire des secteurs de l'audiovisuel et de la communication engendré par le progrès technologique appelle une plus grande intervention et un élargissement des compétences de l'Union dans un domaine qui s'est étendu. L'enjeu est d'établir un nouveau cadre réglementaire européen respectueux des droits de l'homme et de l'état de droit: la voie à suivre doit maintenant être définie dans le cadre de la proposition législative sur les services numériques et du plan d'action pour la démocratie européenne publiés par la Commission en décembre 2020. Cette démarche est non seulement indispensable pour définir une politique européenne, mais contribuera également au débat international sur le rôle des intermédiaires numériques, les moyens de défendre la liberté d'expression en ligne et le type de gouvernance adapté aux plateformes numériques, afin de tirer parti des immenses avantages apportés par l'innovation tout en protégeant et en promouvant les fondements des sociétés démocratiques.

Elda Brogi

Coordnatrice scientifique
du Centre pour le pluralisme
des médias et la liberté des
médias de l'Institut universitaire
européen (EUI) et membre du
conseil exécutif de l'EDMO,
l'Observatoire européen des
médias numériques
Elda.Brogi@eui.eu



Elda Brogi lors de l'événement

DÉMOCRATIE, MÉDIAS ET LA POLITIQUE

De nombreuses menaces pèsent sur la démocratie à l'heure actuelle.

Certaines émanent du monde numérique et de ses outils (avec le développement inouï des réseaux sociaux et ses conséquences inattendues) et mènent très souvent à l'absence de véritables débats, étant donné que toutes les communautés s'enferment dans des bulles, sont extrêmement polarisées et adoptent un comportement tribal. Par ailleurs, il n'existe pas de plateformes de vérification des faits suffisamment puissantes et crédibles pour lutter contre la désinformation. En réalité, les plus grands dangers proviennent du populisme et des modes de gouvernement néo-autoritaires observés dans certains pays, qui sapent la démocratie et ses principes.

De toute évidence, un sursaut démocratique est nécessaire.

Il est vital de défendre tous les principes de la démocratie, à savoir l'état de droit, l'indépendance absolue du système judiciaire, l'indépendance et le pluralisme des médias, gardien des libertés publiques, sans oublier le dialogue, instrument essentiel de la démocratie. Pour y parvenir, l'éducation des citoyens aux médias (y compris aux médias numériques) est nécessaire, tout autant que la transparence du marché des médias et la neutralité des médias officiels, qui ont un rôle spécial à jouer.

L'exemple de la situation polonaise est à cet égard riche d'enseignements.

Depuis 2016, les médias publics polonais sont totalement dépendants

du parti au pouvoir, dont ils sont devenus l'instrument de propagande et de manipulation. Les membres de l'opposition et les organisations de la société civile n'ont aucun moyen de faire entendre leur voix sur de nombreux sujets sans que leurs propos soient commentés de manière idéologique par des journalistes qui se comportent comme de véritables «agents de propagande». Il n'existe pas non plus de canal permettant d'analyser les processus sociaux et politiques de manière objective. Les points de vue sont systématiquement exposés de façon simpliste, jouent sur les émotions et expriment la position populiste dominante. Ces messages engendrent une société clivée, ce qui met véritablement en péril la démocratie, du fait d'une polarisation extrême empêchant tout dialogue entre les différents groupes sociaux. En outre, il n'existe pas d'autorité indépendante de surveillance des médias publics, le Conseil national des médias étant un organe politique totalement soumis aux décisions des dirigeants du parti au pouvoir. Il y a quelques semaines, Orlen, compagnie pétrolière contrôlée par l'État, a racheté le groupe Polska Press au Verlagsgruppe Passau. De nombreux observateurs prédisent que cette transaction (clairement motivée par des intentions politiques) signe la reprise en main des contenus et de la ligne éditoriale de quelque 24 quotidiens régionaux, 120 hebdomadaires et 500 sites web, capables d'influencer 17,2 millions de personnes. Les données de ces 17,2 millions d'utilisateurs pourront également être utilisées à des fins politiques, pour des opérations de

manipulation par microciblage, par exemple lors de campagnes électorales.

Afin de restaurer la démocratie, il est indispensable de donner aux citoyens les moyens d'agir.

À cette fin, il est essentiel de les aider à bien s'informer et à prendre des décisions en toute connaissance de cause afin de garantir qu'ils participent aux processus décisionnels et qu'ils les influencent réellement. En conclusion, pour renouer avec la démocratie, nous avons besoin de médias traditionnels indépendants, libres et pluralistes, et surtout de médias publics qui soient gouvernés par le principe d'impartialité. Mais dans le monde actuel, nous assistons à un phénomène nouveau: les individus évoluent dans une sphère hybride, mêlant «hors ligne» et «en ligne». Nous devons par conséquent prendre en compte l'influence des réseaux sociaux et des nouveaux médias sur le développement de la démocratie. Il est désormais essentiel de lutter contre la désinformation et, dans le même temps, de changer les fonctionnalités d'algorithmes qui nous enferment dans des bulles et des chambres d'écho. Enfin, nous devons bien sûr offrir aux citoyens d'autres modes de communication qui ne soient pas aux mains des grandes entreprises technologiques.

Michał Boni

Associé de recherche principal, Centre Martens. Ancien député européen et ministre polonais du travail et de la politique sociale miboni54@gmail.com

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

L'AAD, en tant que membre à part entière de l'Association européenne des anciens parlementaires (FP-AP), soutient l'«Appel pour la démocratie et le dialogue», une initiative prise conjointement avec nos partenaires américains et canadiens.



*Association européenne des anciens
parlementaires des pays membres du
Conseil de l'Europe*



*Anciens Membres du Congrès
des États-Unis d'Amérique*



*Association canadienne des
Ex-parlementaires*

Appel pour la Démocratie et la Dialogue

Nous, le FMC, les anciens membres du Congrès des États-Unis, L'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe et du Parlement européen et L' Association canadienne des ex-parlementaires sommes profondément préoccupés par les récentes attaques contre la démocratie en Amérique et par de dangereuses tendances en Europe.

Les théories du complot, l'incitation sans précédent à contester les résultats des élections démocratiques, la diffusion de fausses nouvelles malgré des preuves claires, l'abus des craintes d'une pandémie invisible et le point culminant d'une foule brutale et violente ont mis en danger la démocratie fragile.

Nos valeurs démocratiques communes sont menacées. La démocratie est à la fois un idéal et un objectif fondés sur des valeurs fondamentales partagées par bon nombre de peuples ouverts d'esprit de la planète, indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales ou économiques.

C'est une condition préalable à l'état de droit, au respect des droits de l'homme et à la protection des faibles dans nos sociétés. Il garantit l'inviolabilité de la dignité humaine, la liberté, l'égalité des sexes, la tolérance, la liberté religieuse, le respect des minorités, la diversité culturelle et la paix.

Nous, anciens législateurs des États-Unis et d'Europe, formons une «Appel pour la démocratie et le dialogue».

La démocratie est notre plus grand atout. La démocratie n'est pas la règle de la majorité sur la minorité; La vraie démocratie est basée sur le dialogue.

Nous nous engageons à défendre la démocratie chaque fois et partout où elle est menacée et à travailler en étroite collaboration pour atteindre cet objectif. Nous invitons toutes les associations d'anciens parlementaires à se joindre à l'Appel pour la démocratie et le dialogue.

Ceux qui souscrivent à cet Appel suivront de près l'évolution de la démocratie à l'échelle mondiale. Notre travail consiste à élever nos voix d'avertissement lorsque le dialogue faiblit et que la démocratie est en jeu.

Paris, 29-01-2021

Rune Rydén
PRÉSIDENT FP-AP

Washington, 05-02-2021

Dr. Charles Boustany
PRÉSIDENT FMC

Ottawa, 05-02-2021

Dorothy Dobbie
PRÉSIDENT CAFPA/ACEP

PROGRAMME 'PE AU CAMPUS'

UN VENDREDI SOIR À CHICAGO

En début de soirée à Bruxelles, à l'heure où, dans de nombreux foyers, on s'apprête à passer à table, certains se connectent à des plateformes de vidéoconférence. Il est midi à Chicago et des étudiants de l'université d'Illinois Urbana-Champaign se sont réunis au centre d'études sur l'Union européenne pour discuter avec d'anciens députés européens de la politique climatique et des technologies vertes. Avec mon collègue allemand Hans-Olaf Henkel, nous échangeons nos points de vue sur les objectifs climatiques de l'Union, le coût de la transition énergétique, l'importance des technologies dans cette transition, le rôle controversé de l'énergie nucléaire dans la décarbonation, la fuite de carbone, le pacte vert pour l'Europe, l'intégration des aspects environnementaux dans le prochain CFP, etc.

Emmanuel Rota, directeur du Centre d'études de l'UE, présente brièvement les deux intervenants du débat qu'animeront Peter Christensen, économiste environnemental à la faculté des sciences de l'agriculture, de la consommation et de l'environnement. La discussion intitulée «Le nouveau rythme de la politique: technologie et durabilité dans l'Union européenne» peut alors commencer. Nous sommes d'accord sur le fait que l'objectif ambitieux

de réduire les émissions de 55% d'ici 2030 constitue l'essence de la récente proposition de la Commission en matière de climat. Il s'agit là d'une avancée considérable par rapport aux précédentes ambitions de l'Union. Néanmoins, les avis sont partagés quant à la pertinence de ces objectifs politiques. Sont-ils vraiment un moteur majeur de décarbonation en Europe, ou bien appartient-il aux entreprises de procéder à des réductions des émissions dans la pratique? Par ailleurs, ces objectifs ne sont-ils pas avant tout des slogans politiques? Les positions du groupe des Verts et du groupe ECR sont radicalement opposées. M. Henkel croit davantage à l'action et à l'innovation des acteurs économiques. Je défends l'idée que ce sont les décisions, stratégies et programmes d'ordre politique qui sont à l'origine de l'innovation, du développement technologique et de la réduction concrète des émissions. L'exemple du marché des énergies renouvelables survient dans la discussion. Des décennies d'aides et d'engagement sans faille de la part des gouvernements et de l'Union ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui: les énergies renouvelables sont désormais les sources d'énergie les moins coûteuses et les plus compétitives, permettant le passage à un système énergétique durable et économiquement viable pour l'industrie également. Le rôle de l'énergie nucléaire dans la décarbonation ainsi que ses coûts et risques inhérents donnent lieu à d'autres divergences de vues. Mais le désaccord le plus flagrant porte sur l'idée que la technologie

serait une solution en soi. La technologie est bien sûr essentielle, mais elle ne saurait être la seule réponse au défi du changement climatique. J'explique que nous avons besoin de changements systémiques, qui transforment nos sociétés, nos économies, notre mode de vie, l'architecture de nos systèmes commerciaux, les réseaux de transport ou l'agriculture. Nous trouvons toutefois un point d'accord au sujet du prochain CFP et du programme «Next Generation EU». Il est clair que les deux cadres financiers devraient financer la réalisation des objectifs de l'Union en matière de climat et de durabilité, à savoir la décarbonation du plus grand marché unique mondial d'ici 2050. L'heure de débat est passée si vite, grâce à un excellent animateur et à des questions très intéressantes, qui ont permis de faire entendre deux positions différentes solidement argumentées sur la question. La manifestation a été suivie une semaine plus tard d'un atelier réunissant des étudiants volontaires. J'ai pu aborder à cette occasion d'autres sujets tels que les négociations mondiales sur le climat, les liens entre les entreprises et la durabilité, et comparer mes expériences comme député national hongrois et comme député européen. Je remercie l'université d'Illinois pour son invitation et j'espère que mon intervention aura permis aux étudiants de mieux comprendre les discussions en cours au sein de l'Union.

Benedek Javor
Verts/ALE, Hongrie (2014-2019)
javor.benedek72@gmail.com



Benedek Javor et Hans-Olaf Henkel lors de leur participation à la conférence en ligne de l'University of Illinois Urbana-Champaign

LE PACTE VERT POUR L'EUROPE

C'est avec grand plaisir que j'ai donné cette conférence au European Union Center of Excellence de l'Université du Colorado à Boulder. Notre monde est confronté à des défis structurels majeurs, dont le plus préoccupant est sans aucun doute la crise climatique. La Terre se réchauffe dangereusement et nous savons que si nous n'agissons pas, le prix à payer sera très élevé: c'est notre existence même sur cette planète qui pourrait être menacée. Cela risque également d'avoir des répercussions considérables sur l'ensemble de l'économie: actifs délaissés, apparition et disparition d'acteurs sur les marchés... Autant de conséquences des perturbations technologiques et des interventions réglementaires. J'ai donc profité de cette conférence pour souligner qu'en réalité, le pacte vert ne se résume pas à la réduction des émissions pour contrer le réchauffement climatique et ses effets dévastateurs. En effet, l'Union européenne en a fait son programme phare, autour duquel doivent graviter

ses autres priorités, sous peine de manquer de cohérence. En outre, cette transformation économique n'est pas uniquement perçue comme un défi difficile à surmonter. Relancer l'économie en la rendant neutre pour le climat et circulaire peut aussi créer de nouvelles possibilités et favoriser l'innovation, l'entrepreneuriat et les révolutions technologiques. Cela pourrait également améliorer la qualité de vie de nos quartiers et réduire les inégalités dans leur ensemble. Néanmoins, l'émergence d'un monde plus durable nécessite une transformation radicale de la société et la mobilisation de tous ses acteurs. Pour amener un changement digne de ce nom, cette transformation doit toucher les systèmes clés qui définissent notre manière de vivre, de travailler, de manger, de nous déplacer et de transporter nos marchandises. D'où ce très vaste programme politique. Bien que sa trame narrative globale et ses éléments constitutifs semblent suivre une approche descendante,

ce programme ne pourra pas porter ses fruits sans le soutien, à tous les niveaux de décision, de tous les acteurs de la société. Cela passe par une approche à plusieurs niveaux, faisant intervenir de nombreuses parties prenantes et rassemblant divers acteurs tout au long des chaînes de valeur et par-delà les frontières habituelles. Ainsi, il est essentiel de travailler main dans la main avec les entreprises, les décideurs politiques de tous les échelons, la société civile, les réseaux et les citoyens qui souhaitent créer un changement pérenne et construire un monde plus durable en repensant les modèles d'entreprise, en élaborant des politiques axées sur l'avenir et en luttant contre les comportements non durables. Afin de rendre le programme plus concret, plus tangible, j'ai évoqué une stratégie adoptée récemment: la «vague de rénovations». Les questions et les commentaires du public ont porté principalement sur le processus qui a permis d'obtenir un large consensus en Europe pour ce qui est de la voie à suivre, ainsi que sur les moyens de venir à bout de la résistance au changement. Enfin, un dernier point abordé concerne les conséquences du programme pour le système financier, une question qui se trouve au cœur du programme de finance durable de l'Union.



Saïd El Khadraoui lors de sa participation à l'évènement du Centre d'excellence de l'Union européenne de l'Université du Colorado à Boulder

Saïd El Khadraoui

S&D, Belgique (2003-2014)

said.elkhadraoui@skynet.be

RÉUNIONS SUR ZOOM



Michael Hindley lors de sa participation à l'événement de l'Université de York

En mai dernier, j'ai participé à mon premier séminaire sur Zoom organisé par l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) et l'université d'État Ilia de Tbilissi. Véritable première, l'événement a été un agréable moment au cours duquel les étudiants, très bien informés, ont posé de nombreuses questions dans un anglais excellent. De mon côté, j'étais heureux de pouvoir élargir mes compétences en communication. Depuis, j'ai participé à un «webinaire» de l'AAD avec l'université York de Toronto et à une séance sur Zoom avec le programme «Euro Culture Masters» à l'université de Göttingen, contact noué à l'origine par l'ADD. Lorsque j'ai été élu député européen pour la première fois, en 1984, j'ai

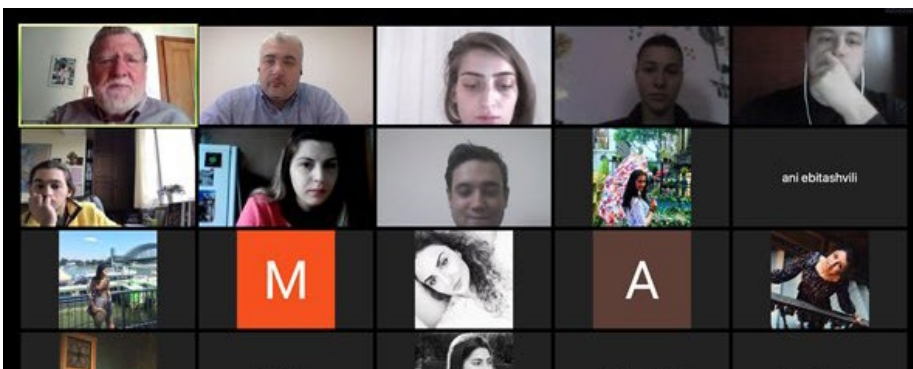
jugé utile d'avoir une machine à écrire portative dans chacun de mes bureaux à Bruxelles et à Strasbourg. J'ai également installé un poste de radio dans les deux bureaux pour suivre l'actualité.

Sont ensuite apparus le télécopieur, le pager et le téléphone portable, et à mon départ du Parlement en 1999, nos bureaux abritaient suffisamment de nouvelles technologies pour piloter une navette spatiale. Mon smartphone actuel est un véritable bureau de poche.

En temps normal, après avoir accepté une invitation dans le cadre du programme «Parlement au campus» de l'AAD, j'avais l'impression de partir à l'aventure. Une nouvelle destination, parfois, comme dans le cas de la Géorgie, dans un pays où

je ne m'étais encore jamais rendu. Je saisisais un atlas, un volume d'encyclopédie – que je préfère toujours à Google – et je cherchais l'université, la ville et le pays. Google permet d'accéder rapidement à des documents de référence, par exemple des articles sur la situation politique d'un pays et sur ses relations avec l'Union. Venait ensuite la planification du séjour, le plaisir de voyager, de découvrir un nouveau lieu, de ressentir l'atmosphère de la ville, de l'université et des salles de classe. Bien sûr, j'aime toujours faire ces recherches pour mes réunions sur Zoom. Mais la seule action que j'aie à faire aujourd'hui est de démarrer mon ordinateur portable, de cliquer sur le lien permettant de tester le son et d'adapter l'angle de la caméra. C'est alors qu'au lieu de voir les élèves se rassembler, ceux-ci apparaissent immédiatement à l'écran, leur visage en gros plan. Lorsque le séminaire sur Zoom s'achève, il n'y a ni échange ni dialogue: je suis de retour chez moi et les étudiants sont de retour à Tbilissi ou Toronto. Ces nouvelles technologies nous émerveillent et nous rendent de grands services, mais il nous manquera toujours la chaleur du contact humain.

La découverte d'un vaccin anti-Covid, remarquable exemple de coopération internationale en matière de recherche, nous redonne le moral. J'ai hâte d'être à l'année prochaine pour pouvoir ressortir mon atlas de la bibliothèque.



Michael Hindley avec les étudiants de l'université d'État d'Ilia

Michael Hindley

PSE, Royaume-Uni (1984-1999)
mhindley1947@gmail.com

LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE DOIT ÊTRE CONSTANTE

Le 17 novembre 2020 j'avais eu l'occasion de donner une lecture à l'université York à Toronto. La lecture faisait part d'une série de séminaire, organisée par le département de science politique de cette haute école. L'université a été fondée le 26 mars 1959 avec un total de 76 étudiants. En 2011, l'Université York était la troisième plus grande université du Canada, avec plus de 50 000 étudiants inscrits. La série s'est tenue sous le titre de JMC (Jean Monnet Guest Speakers, Glendon College).

A cause de la pandémie les lectures se sont effectuées en ligne. Ce format était bien nécessaire en vue de la situation présente. Mais cela devrait être une exception étant donné, que le débat en ligne le dépouille de la vivacité. Malgré de ces circonstances malheureuses la discussion s'est développée bien.

Le professeur Willem Maas, qui organise la série, a ouvert la séance en présentant l'intervenant. Le professeur m'avait demandé pendant la phase préparatoire de focaliser sur mon engagement en tant que directeur d'une fondation politique allemande, qui soutient la formation politique, dans des différents pays. Donc : j'avais choisi le titre susvisé. Le format m'avait alloué dix minutes d'introduction. J'ai commencé en décrivant les taches et les enjeux d'une fondation politique allemande, en Allemagne et à l'extérieur. Egalement, j'ai expliqué la mode de financement de ces fondations. Je ne cachais pas, que cette mode de financier les fondations politique pratiquement exclusivement par des recettes fiscales publiques fait

débat vigoureux en Allemagne. J'ai néanmoins souligné le fait, que je considère l'existence de ces fondations un bénéfice. J'ai pareillement évoqué l'histoire de ces fondations en Allemagne. Les responsables politiques étaient convaincus après la deuxième guerre mondiale, qu'il a fallu une formation politique en Allemagne. Donc, les fondations politiques avaient commencé en offrant la formation politique en Allemagne. Or, à partir des années 60 on étendait ses activités à l'extérieur. Aujourd'hui à peu près 60% des moyens sont dépensés dans le domaine international. Le budget de la fondation politique la plus grande s'élève à plus de 210 millions euro par an. Ce montant lui permet l'entretien de plus 100 bureaux à l'échelle mondiale. En conséquence les fondations politiques allemandes sont aujourd'hui dans leurs domaines de la formation politique plutôt des organisations en aide au développement, complétées par des bureaux de liaison. Les restant 40% sont partagés entre les départements formation politique nationale, analyse politique, bourse d'études, archives politiques. Pendant le débat les étudiants m'ont demandé, si le fait, que deux de ces fondations politiques s'appellent chrétiennes les limite à la coopération avec des organisations chrétiennes, ce que j'ai nié. Elles sont actives partout et elles comprennent leur engagement motivé par des principes de la chrétienté. Effectivement, ces deux fondations emploient aujourd'hui des personnes des religions différentes, même nombreux sans foi.

Une autre intervenante a élevé la question, si l'établissement des forces armées européennes ne poserait pas un risque pour l'équilibre militaire dans le monde. Les forces armées européennes devraient déstabiliser l'OTAN et figurer en tant que concourant des Etats-Unis dans le domaine militaire. En soulignant, que je ne suis pas expert par rapport aux questions de sécurité, j'ai remarqué, que selon mon observation les forces armées européennes sont un projet envisageant de structurer et de raffermir les forces armées nationales. Une idée à mon avis bonne. Je ne verrais pas, pourquoi ces forces armées unies européennes ne pourraient pas faire partie de l'OTAN au lieu des nations de l'UE à titre individuel.

Finalement, une intervenante abordait l'idée, que la création des forces armées unies ne pourrait pas servir comme outil de fortifier l'intégration européenne. Une pensée, que je trouve assez remarquable.

La séance ne durait qu'une heure. Je voudrais remercier le prof. Willem Maas, les étudiants et les intervenants.

Dr Stefan Gehrold

PPE-DE, Allemagne (2018-2019)
dr_st_gehrold@yahoo.de



Merci à Candriam pour son soutien au programme PE au Campus



CRITIQUE DU LIVRE

“Financement de l’UE pour la prochaine décennie : Au-delà du CFP et de Next Generation EU” par Brigid Laffan et Alfredo De Feo, publié par l’Institut universitaire européen, 2020.



En octobre 2019, l’Institut universitaire européen nous a invité à participer à un atelier sur le cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027, aux côtés de plusieurs universitaires et autres professionnels. À cette date, Ursula von der Leyen était déjà présidente de la Commission et attendait l’approbation de l’ensemble du collège des commissaires. Les propositions sur le CFP étaient sur la table, le Parlement prêt à ouvrir les négociations, attendant que le Conseil arrête sa position. Ce cadre financier pluriannuel constitue l’un des moments les plus importants de la vie de l’Union européenne, car c’est à cette occasion que les États membres et les institutions de l’Union décident de la direction à donner à l’Europe et apportent des réponses aux défis et aux attentes qui se présentent. Les négociations sur le CFP sont l’un des moments de la vie de l’Union qui attirent l’attention des médias nationaux. Ces négociations se déroulent selon un modèle bien établi dans lequel tous les acteurs jouent leur rôle, mais qui se conclut par un de ces compromis auxquels seule l’Union européenne sait parvenir, de ceux qui laissent le même sentiment d’insatisfaction à toutes les parties.

Toutes les parties concernées suivaient ce schéma quand, en mars 2020, la situation a évolué de façon tout à fait inattendue. La pandémie de COVID-19 s’est propagée dans l’ensemble des pays européens. Bien que la santé ne figure pas parmi les compétences de l’Union, certaines voix se sont élevées pour demander qu’une grande coordination soit mise en place au niveau européen, et obtenant de la Commission, en mai 2020, qu’une proposition «révolutionnaire» soit présentée, et que le Conseil européen surprenne tout le monde en adoptant à l’unanimité le plan de relance «Next Generation» quelques semaines à peine après sa proposition. Cet ouvrage, présente un aperçu des questions soulevées par le CFP et par le programme «Next Generation EU» pour mettre en avant les potentialités qu’il a pu développer. Notre contribution personnelle se fonde sur l’expérience que nous avons eu le privilège d’acquérir dans le cadre de nos mandats au PE. Universitaires, étudiants et professionnels trouveront dans cet ouvrage des idées, des suggestions et des critiques qui dépassent le débat actuel et qui resteront une source d’inspiration pour l’avenir.

L’accord définitif, conclu par le Conseil européen en décembre 2020, avec l’approbation du PE, permet d’entamer la prochaine période de programmation avec une UE plus forte et plus résiliente face aux défis à relever au cours de la prochaine décennie. En guise de conclusion, il convient de souligner que la grave crise de 2020 a permis d’effectuer, en trois

mois, une avancée décisive sur trois dossiers – avancée que le Parlement s’est efforcé d’obtenir du Conseil durant les vingt dernières années –, à savoir le déblocage du montant, l’émission d’une dette commune au niveau de l’Union et la décision de créer de véritables nouvelles ressources propres pour rembourser cette dette. Toutefois, si des efforts sans précédent ont été déployés, ils l’ont été pour financer les politiques nationales au détriment des politiques européennes. Il faut désormais savoir si les institutions de l’Union, quand la crise économique sera surmontée, seront désireuses et en mesure, d’une part, de maintenir un arsenal financier et, d’autre part, de le réorienter vers le financement des politiques européennes par l’intermédiaire du CFP.

L’ouvrage, édité par Brigid Laffan et Alfredo De Feo, peut être téléchargé gratuitement à partir du lien suivant: <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/69015>ration EU (eui.eu).

Reimer Böge
PPE-DE, Allemagne (1989-2019)
boegereimer@gmail.com

Ivailo Kalfin
S&D, Bulgarie (2009-2014)
ikalfin@gmail.com

Alain Lamassoure
PPE-DE, France (1989-2019)
a.lamassoure@wanadoo.fr

“Toutefois, à la louange de l’Assemblée” d’Andrea Manzella, publié par Mucchi, 2021.



Voici un livre où la maîtrise de la doctrine constitutionnelle le dispute à l'expérience accumulée sur le terrain, que ce soit au Parlement européen, au Sénat italien ou au Conseil de l'Europe. Le «néanmoins» dans le titre de cet essai «parlementaire» d'Andrea Manzella, est une référence directe à l'Assemblée constituante italienne. En effet, cet adverbe apparaît dans un ordre du jour adopté à l'époque de la rédaction de la Constitution, alors que l'Italie cherchait à prévenir tout risque de «dégénérescence» du parlementarisme, laquelle avait été à l'origine du succès du fascisme et de vingt ans de dictature. Ce texte réclamait donc des mesures institutionnelles destinées à résoudre, avant tout, le problème de l'instabilité gouvernementale. Malheureusement, en près de quatre-vingts ans, les réserves exprimées par ce «néanmoins» ont été oubliées à de nombreuses reprises, avec des conséquences particulièrement graves pour le fonctionnement du système institutionnel et démocratique italien.

Ainsi, l'«éloge» qu'Andrea Manzella fait du parlement se veut un cri d'alerte, adressé à tous les parlements du monde. Mais il propose aussi des solutions innovantes en s'appuyant sur une base solide et irréfutable: le rôle de l'assemblée. Dans des pages d'une grande clarté, l'auteur définit la fonction originelle et intemporelle de cette structure fondamentale pour l'organisation politique de la société. C'est grâce à elle que les énergies individuelles divergentes sont canalisées pour former un ensemble unitaire doté d'une autonomie propre: en réduisant la violence dans la société, en réglant les conflits et en favorisant le processus de prise de conscience individuelle, elle permet la construction d'une identité commune.

L'assemblée est l'âme du parlement, elle en exprime le dynamisme et, grâce à la rhétorique, au débat public et à la prise de décision, elle rassemble notre société fragmentée. Andrea Manzella a une image particulièrement parlante pour décrire ce rôle centralisateur: «l'église au milieu du village».

L'auteur étaye sa réflexion sur la crise politique et parlementaire actuelle de nombreuses références à diverses constitutions et interprétations des cours constitutionnelles. Certes, il met en lumière les distorsions de la réalité politique, mais dans une perspective tournée vers l'avenir, afin de renouveler le rapport entre

représentativité de la société et représentation politique. Selon Andrea Manzella, le Parlement devra inévitablement s'adapter à la société de l'information, qui est aujourd'hui façonnée par la révolution numérique: il lui faudra repenser les cadres, les procédures, les règles et l'exercice même du mandat parlementaire, afin de créer un «parlement vaste et connecté». Écrit en pleine pandémie, alors que les gouvernements ne cessent de prendre des décrets qui posent «un problème majeur quant à leur caractère démocratique», cet opuscule au style incisif est une mise en garde forte adressée au monde politique, invité à redonner sa puissance et sa centralité au parlement en «sortant des sentiers battus», se montrant à la hauteur des enjeux et en agissant de concert avec l'Union européenne pour innover. Il entend offrir une nouvelle respiration à une démocratie à bout de souffle. Car ce n'est que grâce à une assemblée parlementaire pleine de vitalité qu'une démocratie régénérée pourra recouvrer ses forces.

Gerardo Bianco
PPE-DE, Italie (1994-1995)



DÉPÊCHES



European Parliament
FORMER MEMBERS
ASSOCIATION

31 mai 2021

SERVICE COMMÉMORATIF

A 18h30, nous commémorerons les anciens MdPE décédés en 2019, 2020 et 2021.

1 juin 2021

Table ronde "ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE L'EUROPE"

Le Secrétariat fournira de plus amples informations par courrier électronique.

1 juin 2021

CONVERSATION AVEC ELISA FERREIRA, COMMISSAIRE EUROPÉEN POUR LA COHÉSION ET LES RÉFORMES,

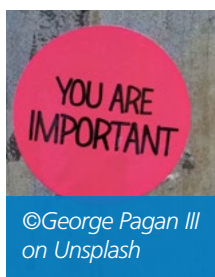
Les membres de l'AAD et les invités spéciaux seront invités à participer.

2 juin 2021

20e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A partir de 10 heures. En raison de la pandémie de COVID-19, les membres de l'AAD participeront à distance.

Le Secrétariat fournira de plus amples informations par courrier électronique



©George Pagan III
on Unsplash

En cette année spéciale de célébrations, nous voulons entendre la voix des membres de l'AAD, pour cette raison, nous aimerions recevoir de courtes déclarations (30-50 mots) ou des vidéos (1-2 minutes) qui seront publiées sur nos médias sociaux et notre site web : **Que représente l'Association pour vous ?**

Envoyez un courriel au Secrétariat avec votre contribution à :

FormerMembers@europarl.europa.eu

Nous nous réjouissons de votre participation !

PUBLICATIONS DES MEMBRES DE L'AAD



©AdobeStock

Sur le nouveau site de l'AAD, vous trouverez une page consacrée aux [publications écrites par les membres de l'AAD](#).

Si vous avez publié un livre et que vous souhaitez en informer vos collègues et le public, veuillez envoyer un courriel au secrétariat de la FMA avec une photo de la couverture du livre et une brève description. Le texte peut être écrit **en anglais ou en français et doit compter 100 mots maximum.**

IN MEMORIAM

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Avec Valéry Giscard d'Estaing, la France perd un grand homme d'État, l'Europe perd un grand Européen. Je ne pourrais pas écrire ces lignes sans l'engagement exemplaire de Giscard d'Estaing dans la politique européenne. C'est en partie grâce à lui que du 7 au 10 juin 1979, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, un Parlement européen a été élu directement par les peuples de la Communauté européenne de l'époque, devenue l'Union européenne. Valéry Giscard d'Estaing est l'un des pères fondateurs du Parlement européen. Le développement d'une démocratie européenne préoccupait beaucoup Giscard d'Estaing. Il était candidat au Parlement européen après son mandat de président de la France. Lorsque j'ai été élu au Parlement européen en 1979, je ne pouvais pas imaginer que nous deviendrions un jour collègues, d'abord au Parlement européen, puis au sein du groupe du Parti populaire européen (PPE). Lorsque Leo Tindemans a été élu président du groupe du parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des démocrates européens en janvier 1992, nous avons successivement jeté notre document électoral dans les urnes. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing est devenu président de la Convention

chargée de rédiger une Constitution européenne, ce fut un plaisir et un privilège pour moi, en tant que président du groupe PPE, d'assurer Valéry Giscard d'Estaing du soutien total de notre groupe. Malheureusement, la Constitution a été rejetée lors de référendums en France et aux Pays-Bas, mais nous avons travaillé avec lui pour veiller à ce que la substance du traité constitutionnel soit préservée. Le résultat a été le traité de Lisbonne, qui est maintenant une sorte de base constitutionnelle pour l'Union européenne. Sans Valéry Giscard d'Estaing, cela n'aurait pas été possible.

Valéry Giscard d'Estaing était un ami du Chancelier Helmut Schmidt. Lors des funérailles d'Helmut Schmidt le 23 novembre 2015 dans l'église Saint-Michel à Hambourg, Giscard d'Estaing et moi nous sommes rencontrés par hasard en sortant de l'église et j'ai pu lui accompagner à l'extérieur, où avait lieu la cérémonie militaire en l'honneur d'Helmut Schmidt. C'est là que nous avons rencontré le ministre fédéral Peter Altmaier et Thomas de Maizière, que j'ai pu présenter à Giscard d'Estaing. Peter Altmaier a indiqué qu'il avait été membre suppléant de la Convention, Valéry Giscard d'Estaing son président. Et les ancêtres de Thomas de Maizière avaient émigré de France pour trouver un nouveau foyer huguenot dans ce qui était alors la Prusse.

Giscard d'Estaing a été l'initiateur de "Re-Imagine Europa" il y a quelques années, un groupe de réflexion qui réfléchit sur l'avenir de l'Europe et fait des propositions pour la "Conférence sur l'avenir de l'Europe". Je reste reconnaissant à Giscard d'Estaing de m'avoir demandé de participer à cette

initiative. C'est ce qui nous a réunis ces dernières années, tant à Berlin, à la Fondation Konrad Adenauer, qu'à Paris, chez lui. Les nombreuses conversations enrichissantes avec Giscard d'Estaing resteront toujours dans ma mémoire.

Valéry Giscard d'Estaing se préoccupait de l'unification de l'Europe avec son cœur et son esprit. Les convictions européennes de Valéry Giscard d'Estaing resteront un stimulant et un héritage pour l'avenir. Lors de la "Conférence sur l'avenir de l'Europe" qui commence maintenant, nous resterons attachés à l'unification de l'Europe en mémoire de Valéry Giscard d'Estaing. Ce faisant, nous serons guidés par cette prise de conscience : Nous ne pourrions défendre nos valeurs européennes - dignité humaine, liberté, démocratie, justice et paix - dans un monde incertain que si les Européens de l'Union européenne sont unis, forts et déterminés. C'est ainsi que nous voulons porter l'héritage de Giscard d'Estaing dans le futur.

Hans-Gert Pöttering

Ancien président du Parlement européen
Président de l'AAD

** Ce texte est une adaptation de la lettre envoyée par le Président Hans-Gert Pöttering au fils de M. Giscard d'Estaing, Louis Giscard d'Estaing.*



Le Président Valéry Giscard d'Estaing lors d'une rencontre avec le Président Hans-Gert Pöttering à Paris (2017)

LA DEUXIÈME VIE DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Sa belle longévité a offert à Valéry Giscard d'Estaing un privilège rare pour un dirigeant politique : quarante ans après avoir quitté le pouvoir, sa mort n'intéressait plus les journalistes, elle relevait désormais des historiens. De tous les côtés, et dans tous les pays, la politique européenne de l'ancien président français a été rappelée et louée. C'est son amitié et sa complicité avec le Chancelier Helmut Schmidt qui ont permis la création du Conseil européen, l'élection du Parlement au suffrage universel, comme la création du système monétaire européen, première étape indispensable vers l'euro. C'était déjà beaucoup. Mais tout un pan de l'action européenne de VGE est resté ignoré. Car, chassé de l'Elysée, il a eu une deuxième vie politique, très largement consacrée à l'Europe. Convaincu que, désormais, c'était là que se prendraient les orientations déterminantes pour l'avenir de la France même, il a voulu revenir au cœur de la machine communautaire, en devenant député européen. Président du groupe libéral et réformateur, puis simple membre du PPE, il a soutenu les premières campagnes démocratiques, à Berlin, quand le mur était raboté mais point encore abattu, en Pologne et en Hongrie. Toujours avec Helmut Schmidt, il a été un lobbyiste inlassable de l'union monétaire, avant le traité de Maastricht, pendant la difficile campagne de ratification, et tout au long de la laborieuse préparation de sa mise en œuvre. Mais c'est à la présidence de la Convention pour l'avenir de l'Europe, en 2002-2003, qu'il a pu donner toute sa mesure de grand Européen.



Il y trouva un rôle à la hauteur de son ambition pour l'Europe. Si son style irrita autant qu'il séduisit, son savoir-faire fut redoutablement efficace. S'appuyant, quand il le fallait, sur un remarquable présidium, ayant veillé personnellement à s'entourer de ceux qu'il nommait « les meilleurs experts européens de la jeune génération », il resta aussi inflexible sur le cap que souple dans la navigation. Dans les dernières semaines, la guerre d'Irak ayant profondément divisé les gouvernements, il forgea une alliance improbable entre les députés européens et les parlementaires nationaux pour finir par faire approuver le premier vrai projet de traité constitutionnel : le consensus rassembla plus de 200 membres, représentant tous les gouvernements et tous les grands partis de tous les pays membres de l'Union ou candidats à l'adhésion. Cette apothéose fut hélas de courte durée. Le rejet du traité constitutionnel par les référendums hollandais et français fut vécu par lui aussi douloureusement que son échec national de 1981. Et pourtant, comme en 1981, il laisse derrière lui un legs très riche.

Quelques années après, sous une présentation différente, le traité de Lisbonne reprit 95% du projet de la Convention. A l'exception, certes notable, de son régime budgétaire, l'Union a désormais des compétences indiscutées, des institutions stables, et une architecture politique démocratique, inspirée, sans le nom, d'un modèle fédéral parlementaire. La lettre en a changé avant même qu'elle ne s'applique, mais l'esprit de la « constitution Giscard » continuera d'inspirer l'Union pendant encore longtemps. Quelques semaines avant sa mort, toujours insatisfait, jamais découragé, Valéry Giscard d'Estaing présidait encore les travaux de sa nouvelle fondation, à laquelle il avait donné le nom multilingue « Re-Imagine Europa ». Il s'agissait d'inventer l'Europe de 2040. Les grands hommes ne meurent jamais.

Alain Lamassoure
PPE-DE, France (1989-2019)
a.lamassoure@wanadoo.fr

IN MEMORIAM



11 novembre 2020
Marie-Claude VAYSSADE
PSE, France (1979-1994)

Elle a été Membre française du Parlement européen de 1979 à 1994.
Au niveau national, Mme Vayssade représentait le "Parti socialiste".



29 novembre 2020
Remo SERNAGIOTTO
EPP-ED & ECR, Italie (2014-2019)

Il a été Membre italien du Parlement européen de 2014 à 2019.
Au niveau national, il a représenté "Forza Italia" and "Conservatori e Riformisti".



2 décembre 2020
Valéry GISCARD d'ESTAING
ELDR & PPE, France (1989-1993)

Il a été Membre français du Parlement européen de 1989 à 1993.
Au niveau national, il a représenté l'Union pour la démocratie française.



6 décembre 2020
Jaromír KOHLÍČEK
GUE/NGL, République Tcheque (2004-2014 & 2016-2019)

Il a été Membre tchèque du Parlement européen de 2004-2014 et de 2016-2019.
Au niveau national, il a représenté "Komunistická strana Čech a Moravy".

IN MEMORIAM



☞ 11 décembre 2020
Lydia SCHÉNARDI
NI, France (2004-2009)

Elle a été Membre française du Parlement européen de 2004 à 2009.
Au niveau national, elle a représenté le "Front national".



☞ 17 décembre 2020
Enrico FERRI
SOC, NI, FE, UEN and PPE-DE, Italy (1989-2004)

Il a été Membre italien du Parlement européen de 1989 à 2004.
Au niveau national, il a représenté le "Partito socialista democratico italiano", le "Centro cristiano democratico", "l'Unione democratica per la Repubblica" et "Forza Italia".



☞ 18 décembre 2020
Michał MARUSIK
EFN & NI, Pologne (2014-2019)

Il a été Membre polonais du Parlement européen de 2014 à 2019.
Au niveau national, il a représenté "Kongres Nowej Prawicy".



☞ 2 janvier 2021
Marco FORMENTINI
Ni & ELDR, Italie (1994-2004)

Il a été Membre italien du Parlement européen de 1994 à 2004.
Au niveau national, il a représenté "Lega Nord per l'indipendenza della Padania" et "I Democratici".



⚔ 6 janvier 2021
Alfred LOMAS
 SOC, Royaume-Uni (1979-1999)

Il a été Membre britannique du Parlement européen de 1979 à 1999.
 Au niveau national, il a représenté "Labour Party".



⚔ 11 janvier 2021
Konrad K. SCHWAIGER
 PPE-DE, Allemagne (1994-2004)

Il a été Membre allemand du Parlement européen de 1994 à 2004.
 Au niveau national, il a représenté "Christlich Demokratische Union Deutschlands".



⚔ 13 janvier 2021
Marielle DE SARNEZ
 PPE& ALDE , France (1999-2017)

Elle a été Membre française du Parlement européen de 1999 à 2017.
 Au niveau national, elle a représenté l'Union pour la démocratie française et le Mouvement Démocrate.



⚔ 23 janvier 2021
Karl Erik OLSSON
 ALDE, Suède (1995-2004)

Il a été Membre suédois du Parlement européen de 1995 à 2004.
 Au niveau national, il a représenté le "Centerpartiet".

IN MEMORIAM



☞ 4 février 2021

Paolo BARTOLOZZI

PPE-DE, Italie (2001-2004 & 2008-2014)

Il a été Membre italien du Parlement européen de 2001 à 2004 et de 2008 à 2014.
Au niveau national, il a représenté "Il Popolo della Libertà" et "Forza Italia".



☞ 9 février 2021

Franco MARINI

PPE-DE, Italie (1999-2004)

Il a été Membre italien du Parlement européen de 1999 à 2004.
Au niveau national, il a représenté le "Partito popolare italiano".

PARCE QUE VOUS AVEZ VÉCU

"Rire souvent et beaucoup; gagner le respect des personnes intelligentes et l'affection des enfants; gagner l'appréciation des critiques honnêtes et supporter la trahison des faux amis; apprécier la beauté; trouver la beauté chez les autres; laisser le monde un peu meilleur, que ce soit par un enfant en bonne santé, un coin de jardin ou une condition sociale rachetée; savoir qu'une vie a été plus facile parce que vous avez vécu ici. Cela, c'est avoir réussi."

BY RALPH WALDO EMERSON